

# Planète Verte



Hiver 2014 **Planète Verte**  
LE JOURNAL DE LA COMMISSION TRANSNATIONALE  
D'EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS



# Sommaire

|                    |   |
|--------------------|---|
| <b>Edito</b> ..... | 3 |
|--------------------|---|

|                         |   |
|-------------------------|---|
| <b>Rencontres</b> ..... | 5 |
|-------------------------|---|

- EELV au congrès du Parti de la Gauche Verte marocaine, début octobre 2013
- Rencontre avec les Partis écologistes péruvien, Tierra y Libertad et le Parti Vert Chilien
- Sahara Occidental
- Djibouti : scandale électoral
- Bahreïn : les dégâts environnementaux

|                      |    |
|----------------------|----|
| <b>Afrique</b> ..... | 10 |
|----------------------|----|

- 2014, année de l'agriculture familiale
- Un regard écologiste sur la crise en République Centrafricaine
- Madagascar : des élections très imparfaites
- L'Afrique, un nouveau moteur vital pour l'économie mondiale

|                              |    |
|------------------------------|----|
| <b>Amérique latine</b> ..... | 22 |
|------------------------------|----|

- La catastrophe annoncée du barrage de Belo Monte
- L'industrie extractive en question

|                   |    |
|-------------------|----|
| <b>Asie</b> ..... | 26 |
|-------------------|----|

- La Birmanie, laboratoire pour un autre modèle de développement, écologique et solidaire

|                     |    |
|---------------------|----|
| <b>Europe</b> ..... | 28 |
|---------------------|----|

- Russie : Сочи 2014, Médaille d'or du grand projet inutile et imposé

|                           |    |
|---------------------------|----|
| <b>Moyen-Orient</b> ..... | 44 |
|---------------------------|----|

- Urgence Syrie : que faisons nous ?
- Syrie : Lettre du Bureau exécutif aux élu-es EELV

|                                  |    |
|----------------------------------|----|
| <b>Politique étrangère</b> ..... | 46 |
|----------------------------------|----|

- François Hollande et les affaires étrangères : un an sans assez de changement

## L'ÉCOLOGIE EST PLUS QUE JAMAIS UNE QUESTION INTERNATIONALE

**R**aréfaction des ressources (énergie, minerais, terres et produits agricoles, etc.), source de conflits innombrables dans de nombreux pays (l'industrie extractive, accaparement des terres en Amérique latine, Afrique particulièrement), réchauffement climatique entraînant érosion, sécheresse, réduction du littoral, etc., les questions environnementales, exacerbées par la crise des pays occidentaux, deviennent de plus en plus centrales. Et les populations en sont de plus en plus conscientes, comme le montre nombre de luttes à travers le monde.

Nul besoin de vous convaincre que, ailleurs comme ici, seul un autre développement sortant du productivisme pourra interrompre cette course aux matières premières, à la compétitivité à tout prix, détruisant la planète et l'humanité. Et que nos possibilités de changement sont là bas et ici interdépendantes.

En effet, comment imaginer une transition énergétique ici si l'on ne réfléchit pas à la reconversion de l'industrie extractive là bas ? Comment limiter le réchauffement climatique si notre modèle de développement continue à dominer le monde ?

À l'origine de guerres monstrueuses, nous savons bien que seul un développement autonome, respectueux de la nature et des humains, pourra y mettre fin. Que les interventions militaires ne sont que des pis aller, peut-être nécessaires sur le moment, mais qui ne répondent en rien à ce qui les a provoquées. Quand elles ne font pas penser à l'action de pompiers pyromanes. Sans

parler d'effets pervers, telle la place prise par la dictature tchadienne, faisant oublier ses turpitudes en fournissant des troupes au Mali et en RCA (après avoir soutenu les insurgés...).

Si la réunion de l'OMC à Bali a, semble-t-il, évité le pire, la volonté de libéralisation du commerce des produits agricoles perdure. L'Inde a dû invoquer, pour protéger la fermeture de ses frontières la nécessité de nourrir sa population. Mais en Afrique, des accords ont contraint certains pays de la Cedeao à ouvrir leur marché aux productions européennes. Et l'U.E. Est s'apprête à poursuivre dans ce sens, soutenue par la France, dont l'agriculture exportatrice est encouragée par le gouvernement.

Face aux lobbies et aux intérêts économiques portés par les multinationales et d'anciennes puissances en crise, des lois sont en débat, sur le développement, la RSE.

Des ONG, des Partis, se mobilisent. Des Partis Verts se créent ou se développent, difficilement. Qui souffrent parfois du discrédit du politique, comme partout, ou de leur origine environnementale (et sociale, quelques fois).

Il s nous sollicitent de plus en plus, la commission transnationale les rencontre, échange, partage, apprend, co-élabore avec eux analyses et projets.

Françoise Alamartine

# Rencontres



*Rencontre avec notre amie russe Evguenia Chirikova (au centre), animatrice de l'association écologiste EcoOborona, et Nissao Napo, responsable du Parti Vert togolais. À droite d'Evguenia : Françoise Alamartine, commission Transnationale ; à gauche : Constantin Fedorovky, assistant aux relations internationales au Secrétariat national d'Europe Ecologie Les Verts, puis Anne Rio, responsable du Groupe de travail Russie au sein de la commission Transnationale.*

---

## EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS AU CONGRÈS DU PARTI DE LA GAUCHE VERTE MAROCAINE, DÉBUT OCTOBRE 2013

---

**A**utour de 300 délégués participaient à ces deux jours, ce qui est remarquable pour une organisation aussi jeune, dans un pays où l'adhésion à un parti n'est pas une tradition (la libre association étant récente). Autre fait positif à souligner, un nombre conséquent de femmes et de jeunes, dont certain-es ont été intégrés aux instances dirigeantes. Si la parité n'est pas obligatoire, une nouvelle loi conditionne la reconnaissance des partis politiques à la présence d'au moins 30 % d'adhérentes.

**Cette assemblée visait justement à mettre en conformité les statuts** du parti avec les nouvelles règles. Les débats ont donc surtout porté sur le fonctionnement et les statuts... Dans un esprit de dialogue, compromis et au consensus, pour autant que j'ai pu en juger, malgré quelques polémiques sur des questions de représentativité.

**La présence d'EELV a été très appréciée.** Beaucoup de participant-es (dont des jeunes et des femmes) sont venues me remercier et de ma présence (!)

et de mon intervention d'ouverture (et de clôture) qui insistait sur le lien entre problèmes environnementaux et sociaux, et l'indispensable écologie politique, en particulier dans les pays du « Sud ».

**Pour de nombreux partis verts ou assimilés**, il est très important de faire état des liens avec un « vieux » parti comme le nôtre, oeuvrant dans un pays « riche ». Cela leur donne une légitimité vis à vis de leurs gouvernements, de leur population, et donne de l'assurance ou réassurance à leurs militants.

**Nous avons beaucoup de demandes** dans ce sens, d'invitation à des congrès ou assemblées importantes (Pérou, Congrès de Tierra y Libertad, 1 et 2 Novembre, Chili avant les élections du 18 Novembre, Fédération des partis verts américains, 25/30 novembre, etc).

**Mais l'existence du Parti de la Gauche Verte** pose un problème plus général : malgré sa demande, il n'est pas reconnu par les Global Greens car il en existe un autre, plus ancien,

avec lequel aucune entente ne semble possible... vues les accusations croisées des un-es et des autres...

**S'il est difficile de juger**, il semble quand même, vue la tenue de ses congrès, que le PGVM soit un parti écologiste en construction, représentatif..

**Cela illustre l'importance d'investir dans les Global Green** (à travers le PVE) étant donnés les liens spécifiques de nombre de mouvements et partis écologistes avec le parti français (qui s'expliquent par des raisons historiques, de cultures « latines » et d'images encore présentes, quoique bien dépassées, sur le pays des droits de l'Homme...) .

# Rencontres

6

## RENCONTRE AVEC LES PARTIS ÉCOLOGISTES PÉRUVIEN, TIERRA Y LIBERTAD ET LE PARTI VERT CHILIEN

**Même situation pour Tierra y Libertad dont nous avons reçu deux représentants les 14 et 16 octobre 2013.**

**C'**est un mouvement très écologiste, très implanté au Pérou, en particulier, mais pas seulement, dans le monde rural et indien. Un parti vert plus ancien, plus urbain, est reconnu par la Fédération des Partis Verts Américains qui, en principe, n'accepte qu'un parti par pays. La question de leur intégration devrait être posée lors de la réunion annuelle de la Fédération de Novembre en Bolivie, d'autant qu'elle devrait être précédée d'une session des Global Green.

**Nous avons, d'ailleurs, profité du passage du candidat chilien** à la présidentielle avec lequel nous avons déjeuné (invité par Sergio Coronado), pour que son directeur de campagne, secrétaire du Parti Vert Chilien, Pablo Penalzoa, membre de la FDPVA, participe à notre rencontre avec Marco Arana, l'un des principaux responsables de T y L qui pourrait être invité à Lima au titre d'observateur.

**Echange positif** sur les différentes situations politiques, économiques, sociales... Par exemple, montée d'une conscience écologiste au Chili, avec la déforestation destructrice contre laquelle se dressent indiens Mapuches, habitant-es et syndicalistes...

**Une demande de rencontres et de formations**, de présentations de réalisations existantes nous est faite par nos interlocuteurs et, principalement, Pablo Penalzoa. Le Chili a été le laboratoire du libéralisme à outrance (expérimentation des Chicagos Boys) sous la dictature de Pinochet et, malheureusement, ensuite. La population en est imprégnée et a du mal à croire qu'il puisse en être autrement et que d'autres systèmes existent ailleurs. Ils ont, par exemple, été très intéressés par la rencontre avec A Le Strat sur la remise en régie de l'eau à Paris.

**Nous avons reçu Marco Arana avec N. Mamère** (et les attachées de S. Coronado, qui a eu un empêchement de dernière minute). C'est l'un des principaux dirigeants de la lutte contre l'im-

plantation de mines d'or menaçant des ressources en eau inestimables et la survie des dizaines de communautés dans une région de l'altiplano péruvien (avec la participation de la BNP et de la banque mondiale...). Comme partout en Amérique latine, les habitant-es, principalement indigènes, sont confrontées à une industrie extractive déchainée, sans limite ni sociale ni environnementale, face à la raréfaction des ressources.

**Ces entreprises font intervenir des milices privées** formées de policiers publics... Et leur formation est en partie assurée par la gendarmerie ou police française...

**Les populations se heurtent même à des gouvernements de gauche**, jusque là plutôt sensibles à l'écologie, mais qui comptent sur ces rentes pour redistribuer et développer des services sociaux. Phénomène très inquiétant, Rafael Correa, président de l'Equateur, après avoir mis fin au projet « Yasuni » (non exploitation compensée de pétrole dans le parc du même nom), a accusé les écologistes d'être anti-sociaux lors d'un dis-

cours donné aux côtés de Evo Morales (président de Bolivie). Celui là même qui avait organisé une réunion à Cochabamba, pour l'anniversaire d'un combat victorieux contre une multinationale de l'eau, pour la défense de la nature, de l'eau et pour le « bien vivre » à laquelle s'étaient rendus des parlementaires et représentant-es du parti vert français...

**Au Pérou, au début de cette année,** une campagne médiatique dénonce violemment les mouvements et citoyens soutenant l'opposition des peuples autochtones contre l'exploitation minière.

**Il est fondamental de sortir de cette contradiction** et d'aider à l'émergence de propositions pour, dans un premier temps, limiter les dégâts de l'industrie extrac-

tive (consultation et respect des populations, contrôle des entreprises grâce à la promulgation de lois nationale et internationale sur la responsabilité sociale et écologique des entreprises). Dans le même ordre de mesures, plusieurs juristes internationaux, rappelle Marco Arana, évoquent l'idée d'instaurer un TPI pour les crimes environnementaux. Dans un deuxième temps, en écho à la transition énergétique souhaitée ici, favoriser le développement des ENR là bas.

## PROPOSITIONS

- Demande d'entrevue avec les ambassadeurs du Pérou et d'Equateur ( déjà rencontré lors de la participation à un débat sur Yasuni et lors d'un repas avec des élu-es au Sénat) ?

- Publicité sur la législation en cours ( projet RSE à l'AN), l'ité, contrôle des matières premières (U.E.), qui intéresse toujours nos interlocuteurs de tous pays et continents.

- Initiation d'un collectif pour l'instauration d'un TPI environnemental dans le cadre de la préparation de la conférence sur le climat prévu à Paris en 2015.

---

## SAHARA OCCIDENTAL

---

**L**e Sahraoui Hassana Druhi, Président d'une ONG de défense des Droits Humains, en visite en France dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale, nous a présenté les manquements aux droits humains du Maroc dans la partie du Sahara encore colonisée. (un dossier nous a été remis, il est à votre disposition).

### IL A FORMULÉ DEUX DEMANDES PRÉCISES :

**D'abord, protester,** en particulier avec les eurodéputé-es contre l'accord de pêche Maroc – UE, qui devait être rediscutée en décembre, alors que les premiers concernés ne sont pas consultés, ces côtes faisant partie du territoire sahraoui.

**Ensuite, profiter de la présidence de la France** au Conseil de Sécurité pour demander la création, sous l'égide de l'ONU, d'un Organisme international de surveillance des droits humains en territoire Sahraoui (ce que ne font pas les troupes qui contrôlent aujourd'hui le cessez le feu).

## DJIBOUTI : SCANDALE ÉLECTORAL

### UN PAYS À FORT POTENTIEL

**D**e par sa position stratégique, la République de Djibouti perçoit une rente d'environ 100 millions d'euros par an. Pour 800 000 habitants, ce pourrait être suffisant pour satisfaire les besoins de la population ...

**Mais cette rente provient de la présence militaire** des pays comme la France, les USA ou le Japon ainsi que d'autres européens (italiens, allemands, espagnols etc..) installés depuis peu dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et la piraterie. Malgré un allègement de son dispositif militaire, Paris garde 2100 hommes sur place, son plus important contingent en Afrique.

- Le secteur des télécoms constitue un hub stratégique grâce à l'interconnexion des câbles.

- EASSY, EIG, et SEACOM.

- Le sectaire portuaire, avec comme principal client l'Éthiopie (80 millions d'habitants et une croissance économique à deux chiffres), représente une source de revenu importante pour le pays. Depuis l'indépendance de l'Érythrée, ce pays n'a plus de débouché maritime. Le trafic éthiopien assure au-

jourd'hui 80% de l'activité du port. Sa croissance a aussi été permise par d'importants investissements provenant des Émirats arabes unis.

### MAIS UN PEUPLE APPAUVRI

- Près de 80% du peuple djiboutien vit sous le seuil de pauvreté

- Un enfant sur trois meurt avant l'âge de 10 ans.

- Près d'un tiers (206 000 personnes) du peuple djiboutien nécessite une assistance alimentaire urgente. La proportion d'extrême pauvreté de la population est passée de 9% en 1999 à 54,7% en 2012.

### UNE DICTATURE : LA "KLÉPTOCRATIE"

- Le peuple djiboutien vit sous une dictature implacable depuis 36 ans.

- Il s'agit d'un régime clanique et familiale à caractère mafieux inspiré du système Ben Ali en Tunisie.

- Pour autant, la République de Djibouti représente un pôle de stabilité aux yeux des puissances occidentales dans une région agitée par les guerres et la piraterie.

### LE SCANDALE DES ÉLECTIONS

**Le représentant du collectif des démocrates djiboutiens** en France a rappelé que le gouvernement en place refuse d'accepter le résultat des élections qu'a gagnées l'opposition (les procès verbaux en sont la preuve: ils ont été filmés, avant d'être détruits par le gouvernement en place). Toute médiation s'est, jusqu'à présent heurtée à un refus. Cependant, le gouvernement reste bénéficiaire de l'aide internationale.

**Ce sujet, et d'autres, ont été traités lors du colloque sur les Droits humains**, le 7 décembre, organisé à la Mairie du 2<sup>e</sup>, en parallèle avec le Contre Sommet qui s'est tenu à l'occasion de la conférence des présidents africains, invités par l'Élysée les 5 et 6 Décembre ; Jean Jacob Bicep, eurodéputé EELV, y a participé.

## BAHREÏN : LES DÉGÂTS ENVIRONNEMENTAUX

**D**ominé par une monarchie dictatoriale, les manifestations ont été durement réprimées lors des « printemps arabes », avec l'appui de l'Arabie Saoudite (voir article de la Newsletter...). Nous avons rencontré les représentants d'un parti d'opposition (existant depuis la colonisation!) qui nous ont décrit les dégâts environnementaux que subit leur pays.

**L'exploitation pétrolière a divisé par 5 l'impressionnante palmeraie** (de 1 million de palmiers à 200 000). Moins connue celle du sable marin, dont la qualité a attisé la convoitise de leurs voisins qataris, grands bâtisseurs, n'en est pas moins destructrice. Cette atteinte au littoral a entraîné une très importante diminution des ressources halieutiques. Le prix du poisson a été multiplié par six alors qu'il constitue la principale nourriture de la population.



## 2014, ANNEE DE L'AGRICULTURE FAMILIALE

**Gagner la paix grâce au développement et à la protection de l'agriculture vivrière**

**L**ancée dès l'intervention militaire au Mali pour s'attaquer aux causes véritables de l'instabilité, l'Initiative Afrique de l'Ouest Mazoyer-Coulibaly-DeSchutter a obtenu le soutien des plus grandes ONG : AVSF, CCFD Terre Solidaire, Oxfam - France et Peuples solidaires. Elle a obtenu aussi le soutien à l'unanimité du Conseil fédéral EELV en mai 2013 qui demandait aux membres et représentants du parti de la faire avancer et de reporter sine die les projets d'accords APE entre l'Ue et les pays ACP, notamment d'Afrique de l'Ouest

**Communiquée à toutes les personnes et structures qualifiées** s'intéressant à l'Afrique de l'Ouest et au Mali, cette proposition a été exposée au cabinet du ministre Canfin dès le printemps 2013 ainsi qu'aux parlementaires EELV. Aucune suite connue n'a été donnée sinon une implication du sénateur Joel Labbé dans un communiqué de presse favorable

diffusé à son retour de l'investiture du nouveau président du Mali en septembre.

**A l'heure où la situation au Mali reste alarmante** et la reprise de l'Aide publique gelée, un leurre, et où les conflits se propagent au Sahel et en Afrique centrale, il est temps que nous comprenions qu'ils se multiplieront sans un effort conséquent de la communauté internationale en faveur d'un développement économique, social et environnemental digne de ce nom, qui s'intéresse notamment aux paysannes, plus que majoritaires dans ces pays, très pauvres et dénuées de droits, en les protégeant et soutenant par une politique commerciale adhoc.

**La signature imminente des APE** entre l'UE et l'Afrique de l'Ouest, cédant au chantage, au nom des seuls intérêts commerciaux de l'UE amplifiera le désastre actuel.

**"Mohammed Coulibaly, le directeur d'Oxfam au Mali** soutient que « la réponse aux besoins humanitaires doit être combinée à une vision et un enga-

gement pour la mise en oeuvre de solutions durables. Il est essentiel d'investir dans des politiques agricoles et pastorales plaçant les exploitations familiales au centre des préoccupations gouvernementales et de la communauté humanitaire. De même il demeure impératif de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité, à travers la mise en place de politique de protection sociale et de réserves alimentaires nationales et locales. »

Christine  
Rebreyend-Surdon,  
co-responsable  
du groupe Coop-Dév ;  
de la commission Transnat

## UN REGARD ÉCOLOGISTE SUR LA CRISE EN RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

**Analyse du conflit  
et propositions  
de sortie de crise**

**Synthèse de réunion  
du groupe Afrique EELV**

*Le 6 janvier 2014, quatre jours avant la démission du président centrafricain de transition Michel Djotodia, le groupe Afrique EELV s'est réuni afin « de comprendre la situation en RCA, d'envisager des solutions de sortie de crise à court et moyen terme, de discuter des initiatives envisageables dans ce cadre par EELV et par ses parlementaires, de sélectionner éventuellement les informations à transmettre au ministre délégué au Développement ».*

**E**taient présent/es une vingtaine de personnes dont, principaux intervenants de la réunion :

- Jean-Pierre Betindji, Franco-Centrafricain, pasteur, théologien, consultant pour le PNUD sur la RCA
- Victor Bissengue, Centrafricain, historien des pygmées Aka et principal animateur du site Sangonet.com
- Juan Branco, ancien collaborateur du Procureur de la CPI



ayant travaillé entre autres sur l'affaire Jean-Pierre Bemba en RCA, reporter de guerre pour Les Inrockuptibles en RCA du 20 au 28 décembre 2013.

- François Passema, Centrafricain, ex-candidat à la présidentielle 1999 en RCA et candidat à la présidentielle à venir, président fondateur du Comité d'Action pour la Conquête de la Démocratie en Centrafrique (CACDCA), ancien collaborateur d'Abel Goumba, aujourd'hui responsable de la Formation du

Syndicat des Cadres CGT de la Ville de Paris

- Claude Yabanda, Centrafricain, chef de cabinet du vice-président Abel Goumba entre 2003 et 2005, co-auteur en février 2013 de la Note de la Transnat' EELV

« Pour une résolution multilatérale du conflit en République Centrafricaine ».

La conversation s'est organisée pour l'essentiel autour de quatre points :



# Afrique

12

## 1. LA DISSOLUTION HISTORIQUE DE L'ETAT EN RCA

- Pour François Passema, la situation actuelle de dissolution de l'Etat centrafricain est la conséquence logique de la politique appliquée jusque dans les années 2000 par la France, ancienne puissance coloniale.

- Claude Yabanda revient sur l'histoire de la RCA. Le 29 mars 1959, la mort dans des conditions suspectes (accident d'avion) de Barthélémy Boganda scelle la mort de son projet d'« Etats-Unis de l'Afrique latine » = grosso modo regroupement des Etats actuellement membres de la Communauté économique des Etats d'Afrique centrale (CEEAC). En 1960, la République Centrafricaine devient indépendante seule, isolée aux confins de l'Afrique centrale francophone. Le projet de Barthélémy Boganda est à la fois égalitaire et ouvert sur les étrangers, qui ont toujours été nombreux en Oubangui-Chari. Sa devise : « Zo kwe zo » (« Un homme est un homme », i.e. tous les humains sont égaux et doivent être traités de la même manière) en sango, langue parlée par tou/tes les Centrafricain/es. Le programme de son parti fondé en 1949, le Mouvement pour l'évolution sociale de l'Afrique noire (MESAN) tient en 5 verbes définissant 5 besoins fondamentaux : Nourrir, Vêtir, Guérir, Instruire, Loger.

• François Passema reprend le fil des événements. Après la mort de Boganda, tous les présidents centrafricains vont peu ou prou

être choisis par Paris : David Dacko (1960-1965 puis 1979-1981), Jean-Bedel Bokassa (1966-1979), André Kolimba (1981-1993), Ange-Félix Patassé (1993-2003), François Bozizé (2003-2012). L'élection présidentielle de 1993, qui voit la victoire d'Ange-Félix Patassé (ancien Premier ministre de Bokassa) devant Abel Goumba (ancien proche de Boganda) est frauduleuse, pilotée par la France. De même que la réélection de Patassé en 1999. En 2003, François Bozizé prend le pouvoir à la faveur d'un nouveau coup d'Etat.

Dès 2006, Bozizé doit faire face à une nouvelle rébellion venue du Nord, pilotée par Michel Djotodia. A partir de 2008-2009, l'Etat perd le contrôle de la quasi-totalité du pays, livré à diverses rébellions où les enfants soldats et les combattants étrangers, notamment venus du Tchad et du Soudan, sont nombreux. Les crimes de guerre sont quotidiens dans un pays où l'Etat et les services publics sont fantomatiques depuis la fin des années 1990. En 2008, Bozizé est obligé de concéder une partie du territoire, située à l'est du pays, à l'UFDR de Djotodia qui y exploite le diamant.

Le 10 décembre 2012, Djotodia rassemble différents mouvements rebelles du pays en une « alliance » Séléka composée de combattants centrafricains et tchadiens. Partie de la frontière tchadienne, bien armée et équipée, la Séléka arrive en quelques jours à Bangui et met en déroute une armée centrafricaine mal

équipée et démotivée. La Séléka ne fait pas de prisonniers. Toutes les localités conquises sont pillées, le butin repart en 4x4 à destination du Tchad et du Soudan.

Le 24 mars 2013, Bozizé s'enfuit et Djotodia est porté au pouvoir par la Séléka.

Le 5 décembre 2013, l'intervention française « Sangaris » est décidée face à une situation de décomposition quasi-totale de l'Etat et d'insécurité maximale, avec des centaines de milliers de Centrafricain/es réfugié/es en brousse ou en forêt. Les violences à l'intérieur du pays ont aussi attiré des centaines de milliers de civil/es vers Bangui, ville où près de la moitié de la population est aujourd'hui étrangère. Parmi eux, des Tchadiens, Soudanais ou Africains musulmans issus de pays francophones qui ont dû se replier devant l'avance des milices d'auto-défense « Anti-Balakas » qui, de mieux en mieux organisées, ripostent à l'avance de la Séléka. Les 1600 militaires français sont membres de la Mission Internationale de Soutien à la Centrafrique sous conduite Africaine (MISCA), force onusienne de 4500 soldats majoritairement issus d'Afrique centrale.

## 2. LES RESSOURCES NATURELLES AU CŒUR DU CONFLIT

• Il y a un consensus entre les 5 principaux intervenants pour dire que par-delà les aspects

communautaires, régionaux ou religieux, ce qui est en jeu aujourd'hui est principalement la répartition des ressources naturelles centrafricaines (pétrole au Nord ; uranium au centre ; diamant + or à l'Est ; forêt dont le sous-sol est également très riche en minéraux à peu près partout ; eau enfin des fleuves Oubangi, Chari et Uélé, convoitée par le Tchad et par le Soudan) entre les grandes puissances économiques du monde (France, Etats-Unis, Chine, Russie qui essaye de s'inviter...) et les pays africains voisins. Ce partage des ressources d'un Etat extrêmement affaibli est en cours de négociation et il n'est pas encore arrêté. Les garants et intermédiaires centrafricains de cette répartition n'ont pas encore été définitivement choisis. C'est pour cette raison, principalement, que la situation reste très instable. Les combats à Bangui sont d'ailleurs illisibles : il y a des tirs au sein d'un même camp entre différentes mouvances de la Séléka, entre différentes composantes nationales de la Misca.

(à ce sujet, voir cette intéressante cartographie du Monde)

- Il y a également consensus entre ces 5 intervenants pour dire que l'information est extrêmement lacunaire en-dehors de Bangui : on ne sait pas ce qui se passe dans les villages éloignés et, vu les horreurs constatées de visu à moins de 100 km de Bangui, il faut s'attendre au pire.

• Les 4 intervenants centrafricains estiment qu'il y a eu de la part de la Séléka une politique

d'une part de terreur de façon à faire fuir des habitant/es installé/es de longue date dans certaines régions, d'autre part de destruction systématique des archives administratives non musulmanes du pays. Et ce, dans un but déterminé : effacer de la mémoire écrite qui est qui afin qu'au moment de l'établissement des listes électorales, toute personne présente sur le territoire même depuis récemment puisse être considérée comme Centrafricain - il s'agit donc d'une politique délibérée de remplacement d'une population par une autre. Sous l'influence notamment des pays de la péninsule arabique, une politique d'islamisation serait à l'œuvre en RCA, y compris sur le plan éducatif et linguistique (l'arabe se développant à côté du français, comme au Tchad ces vingt dernières années), profitant de l'absence d'Etat. Les

combattants djihadistes étrangers venus de ces pays mais aussi du Pakistan ou d'Afghanistan, sont d'ailleurs nombreux aux côtés de la Séléka.

• Juan Branco apporte un « très fort bémol » à cette vision, estimant pour sa part que la Séléka ne porte pas véritablement un projet d'islamisation du territoire - Michel Djotodia est d'ailleurs de formation marxiste -, mais que les Anti-Balakas ont quant à eux un discours et des actes très fortement essentialistes à l'encontre des musulmans. Toutefois, il convient avec les 4 autres intervenants que l'Etat centrafricain est aujourd'hui à peu près totalement dissous : il a lui-même constaté que même les principaux ministères (Education nationale, Justice...) ne fonctionnent plus, tandis que la prison centrale de Bangui est aujourd'hui ouverte... ►



# Afrique

14

ce qui génère une violence criminelle assez permanente, peut-être plus importante même que la violence politique aujourd'hui à Bangui. Il confirme également que la Séléka est désormais contrôlée militairement non plus par Djotodia mais par Noureddine Adam, un Centrafricain musulman du Nord qui a longtemps vécu au Soudan, en Egypte et aux Emirats arabes unis.

### 3. QUELLE FEUILLE DE ROUTE EN VUE D'UN PROCESSUS DE RECONSTRUCTION DE L'ETAT EN RCA ?

- François Passema voit, dans l'immédiat, un processus en 4 temps :
  1. Déploiement d'une force internationale de maintien de la paix d'au moins 12 500 hommes (au moins 500 dans chacune des 16 préfectures de la RCA), tous correctement payés, nourris et équipés (ce qui n'est pas souvent le cas des forces africaines de maintien de la paix) – compte tenu des accusations de partialité dont il fait l'objet, le Tchad ne devra pas être un contributeur essentiel à cette force.
  2. Désarmement de la population (car c'est presque toute la population qui est aujourd'hui armée en RCA) et expulsion des combattants étrangers de la Séléka, notamment vers le Tchad et le Soudan.
  3. Retour des fonctionnaires dans les administrations et des ONG sur l'ensemble du terrain.
  4. Début du recensement électoral.

Ce processus est impossible en moins d'un an.

Les élections sont nécessaires, mais elles ne sont pas la finalité d'un processus de réconciliation dont le premier objectif, au-delà bien sûr de la paix et de la sécurité, doit être la reconstitution d'un Etat fonctionnel.

- Victor Bissengue insiste sur le fait que sans désarmement, il n'y a pas de recensement électoral possible.
- Claude Yabanda rappelle qu'un million de Centrafricain/es (sur une population totale de 5 millions) ont été déplacé/es par le conflit, une grande partie d'entre eux s'est réfugiée en forêt. Ils ne retourneront pas chez eux sans le désarmement, ce qui rend évidemment tout recensement électoral illusoire avant le désarmement.

### 4. L'AVENIR POLITIQUE DE LA RCA ET CE QUE PEUT FAIRE EELV

- François Passema, Claude Yabanda et Jean-Pierre Betindji constatent que l'ensemble de la classe politique centrafricaine est discréditée auprès des Centrafricain/es. Une grande méfiance est notamment perceptible à l'égard des anciens Premiers ministres d'Ange-Félix Patassé qui essaient aujourd'hui de se faire bien voir à Paris auprès des grandes formations politiques françaises.
- Claude Yabanda insiste sur la nécessité de respecter la Charte constitutionnelle de la transition promulguée le 18 juillet 2013 : il en va de la crédibilité des institutions, qui ont besoin d'être restaurées en RCA. Le



cadre de cette Charte, qui prévoit des élections présidentielles en février 2015 après l'établissement d'un fichier électoral entre février et novembre 2014, permet aussi de se donner le temps :

1) de faire émerger, en RCA ou dans la diaspora, des figures politiques qui ne se sont pas discréditées en participant de trop près aux divers régimes Dacko, Bokassa, Patassé, Bozizé... qui ont tous conduit le pays à sa désintégration actuelle ;

2) de réunir les fonds internationaux pour des enjeux aussi considérables que le désarmement de la population ou le retour d'un million de déplacés ;

3) d'organiser une grande conférence internationale sur la reconstruction de la RCA, où les pays riches qui en exploitent les ressources naturelles s'engageraient en contrepartie à financer écoles, hôpitaux, infrastructures... et formation des habitant/es pour le bon fonctionnement et la maintenance de ces équipements – cette conférence pourrait être une initiative de la France, via notamment son ministre délégué au Développement.

- Jean-Pierre Betindji estime également qu'au-delà de la réconciliation nationale, le principal enjeu qui attend la RCA demain est la négociation des relations que le pays veut avoir avec ses voisins et avec les pays riches qui viennent exploiter ses ressources naturelles. La RCA doit se donner les moyens d'un partenariat crédible avec chacun de ces pays.



- François Passema en est d'accord. Interrogé par le groupe Afrique EELV sur la dimension écologique de son projet pour la RCA, il envisage la création d'un grand ministère de l'Aménagement du territoire qui aurait notamment pour responsabilité de définir les conditions légales d'une exploitation durable des ressources naturelles. Cette définition servirait de base pour les négociations entre l'Etat centrafricain et les multinationales du secteur extractif. Elle aurait pour finalité de garantir aux générations futures des Centrafricain/es la jouissance de leurs ressources naturelles nationales.

## MADAGASCAR : DES ÉLECTIONS TRÈS IMPARFAITES

Publié le 30 janvier 2014  
dans Newsletter nos idées

**M**adagascar a vécu le 20 décembre 2013 des élections présidentielles (second tour) et législatives, qui mettent un terme à cinq années du régime de transition issu du putsch mené par Andry Rajoelina en 2009 contre l'ancien président élu Marc Ravalomanana.

**Le bilan de ce régime illégitime**, adepte de la violence et non reconnu par la communauté internationale, est tristement connu : Madagascar a reculé au rang des pays les plus pauvres de la planète et 92 % de sa population vit sous le seuil de pauvreté. Pendant ces cinq années de transition, le pays a été soumis au pillage de ses ressources et le clan au pouvoir a pu accumuler d'immenses fortunes grâce à des trafics illégaux (bois de rose, or, pierres précieuses, accaparement de terres...).

**Le nouveau président Hery Rajaonarimampianina** était le ministre des Finances et du Budget de ce régime. Il a pu disposer de moyens de campagne gigantesques, la loi électorale n'ayant pas fixé de plafond. Il a pu bénéficier de l'appui pendant sa campagne du président de la Transition post-putschiste Andry



Rajoelina, en violation des accords de sortie de crise qui avaient valeur de loi.

**Enfin, les conditions de son élection sont contestables.**

Face aux accusations de fraudes massives de son opposant au second tour Jean-Louis Robinson, soutenu par l'ex-président Ravalomanana exilé en Afrique du Sud, la Cour Electorale Spéciale a confirmé la victoire de Hery Rajaonarimampianina. Et ce, après avoir refusé le travail de confrontation de tous les procès-verbaux et de recomptage

réclamés par Jean-Louis Robinson, par le Parti Vert Malgache (qui a soutenu Jean – Louis Robinson au second tour ) et par une grande partie de la société civile. On ne saura jamais si le résultat n'en a pas été inversé. Cependant, Jean-Louis Robinson a finalement accepté sa défaite, par respect d'une incertaine légalité, tout en maintenant que la victoire de son adversaire n'est pas légitime.

**La communauté internationale**, au premier rang de laquelle la France, l'Union africaine et la

SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe), s'est empressée de se féliciter d'un scrutin qu'elle juge transparent et démocratique, afin de mettre fin à la crise et de permettre la reprise de l'aide internationale. Le retour à l'ordre constitutionnel était aussi attendu pour la signature d'accords commerciaux ou l'obtention de permis, dans le domaine extractif notamment.

**Europe Ecologie Les Verts félicite le Parti Vert Malgache** (Antoko Maitso-Hasin'I Madagasikara), créé en 2008 et qui participait pour la première fois à des élections : sa présidente, Saraha Georget-Rabeharisoa, a obtenu 4,52 % au premier tour de la présidentielle et le parti a obtenu au moins deux députés à l'Assemblée nationale. Europe Ecologie-Les Verts soutient le Parti Vert Malgache dans les recours qu'il a engagés pour l'élection de plusieurs autres députés Verts victimes de fraudes.

**EELV prend acte de l'acceptation du résultat** de la présidentielle par le candidat Jean-Louis

Robinson et le Parti Vert Malgache, mais s'inquiète de ce que ces résultats contestés ne constituent les germes d'une nouvelle crise à plus ou moins court terme.

**Tout en condamnant fermement tout acte de violence**, EELV soutient les efforts de la société civile et des citoyens dans leurs aspirations en faveur de la vérité des urnes, contre le pillage des ressources naturelles, pour la restauration de l'Etat de droit et contre l'impunité.

**EELV s'inquiète du manque de crédibilité** du processus de résolution de crise et d'observation des élections mis en œuvre par la communauté internationale. EELV souligne que l'envoi d'un petit nombre d'observateurs internationaux au regard d'un grand nombre de bureaux de vote ne garantit pas la transparence d'un scrutin. Une révision de cette stratégie semble nécessaire.

**Enfin, EELV recommande la plus grande prudence** dans la reprise de l'aide internationale à Madagascar, en raison du passif

non épuré du régime transitoire en termes de pillage des richesses nationales. Cette aide doit contribuer à un développement durable et équitable pour tous, basé sur la gestion rationnelle des ressources naturelles, et non servir de cataplasme face à l'hémorragie des richesses nationales. Etant donné les mauvaises performances de Madagascar en termes de corruption, EELV demande que des mécanismes de contrôle accrus soient mis en place dans le cadre des accords de coopération bilatéraux et multilatéraux à laquelle la France contribuera.

# Afrique

18

## L'AFRIQUE, UN NOUVEAU MOTEUR VITAL POUR L'ÉCONOMIE MONDIALE

**B**ien qu'il soit un indicateur controversé de la santé des économies, le continent africain connaît en moyenne, depuis 2004, un taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) d'environ 5,5%, à un moment où les taux de croissance des grands pays capitalistes sont si faibles que leurs économies flirtent constamment avec la récession.

Ce qui fait que le continent africain apparaît comme un pôle d'avenir, autant pour relancer la machine économique grippée dans la zone euro et les États-Unis que pour continuer à maintenir des taux de croissance élevés dans les pays émergents.

Cet engouement est illustré par le foisonnement d'études et de rapports publiés, qu'ils proviennent de centres de recherche universitaires, de think tank d'entreprises multinationales ou d'institutions politiques. En France, rien que dans les trois derniers mois, pas moins de trois publications ont été rédigées, dont le rapport des parlementaires français intitulé « L'Afrique est notre avenir ». Tout un symbole.



### L'AFRIQUE, UN ENJEU STRATÉGIQUE DU 21<sup>E</sup> SIÈCLE

L'Afrique a souvent été qualifiée de « scandale géologique » en raison de son énorme potentiel économique. Elle possède en effet près d'un tiers des réserves minérales mondiales : 81% du manganèse, 68% du chrome, 55% du platine, 44% du vanadium, 40% de l'or... Le continent détiendrait également 13% des réserves pétrolières dont les coûts d'extraction et de production sont très compétitifs. À côté

des trois géants de l'Afrique pétrolière que sont le Nigeria, l'Angola et la Libye, d'autres pays sont aussi en bonne place, comme l'Algérie ou, plus récemment, la Guinée équatoriale, le Tchad et le Soudan.

L'Afrique devient également le théâtre d'une nouvelle compétition économique en raison de son potentiel démographique. Avec une population estimée à plus d'un milliard d'habitants en 2012, qui va doubler à l'horizon 2050, les États-Unis, l'Europe, les puissances émergentes et

leurs multinationales se préparent à se disputer l'émergence d'une classe moyenne qui représente de nouveaux débouchés pour le capitalisme en crise.

Jadis chasse gardée des anciennes puissances coloniales, notamment de la France à travers la « Françafrique », l'arrivée des pays émergents en terre africaine bouscule les sphères d'influence traditionnelles et provoque une reconfiguration géopolitique interne et externe du continent. Cet intérêt stratégique pour l'Afrique est illustré par la multiplication des rencontres avec le continent africain : la Chine, le Japon, l'Inde, la Turquie, la France, les BRICS... chacun y va de son sommet.

## MAIS CROISSANCE N'EST PAS SYNONYME DE DÉVELOPPEMENT

Si l'Afrique semble moins « mal partie » (cf. René Dumont) qu'au lendemain de son indépendance, le développement y reste très inégal et diffère sensiblement d'un pays à l'autre. Certes, la Guinée équatoriale et l'Angola sont fréquemment au-delà des 10 % de croissance ; la Gambie, la Zambie, le Mozambique et le Ghana avoisinant les 8 % en 2013. Mais ce fétichisme de la croissance économique ne doit pas occulter le fait que l'activité économique en Afrique relève toujours aux deux tiers de l'économie informelle.

D'autre part, en dehors de l'Afrique du Sud, aucun pays africain n'a construit un modèle

productif diversifié capable de créer de la richesse indépendamment des produits de rente. Les moteurs exogènes de la croissance africaine sont la croissance des pays émergents et la consommation des matières premières qu'elle entraîne, les investissements directs étrangers et une conjoncture mondiale favorable aux termes de l'échange.

Enfin sur le plan des échanges, l'Afrique apparaît encore comme un « nain économique » puisqu'elle ne réalise qu'environ 2,5% du commerce mondial.

## CAPTATION DE LA RENTE ET INSÉCURITÉS TRANSVERSALES

Si le continent africain n'est plus déchiré par des conflits issus directement de la guerre froide puis par ceux, plus destructeurs encore, de l'époque récente, les économies de rente exercent des effets pervers en contribuant à enkyster des foyers insurrectionnels.

En effet, en favorisant les pratiques prédatrices, la manne pétrolière, tout comme l'or et le diamant, prédisposent à la kleptocratie. Or les stratégies de captation de la rente minière et pétrolière sont au cœur des préoccupations d'une classe politique étroitement associée à l'affairisme. Elles ont souvent un effet catalyseur sur les mouvements insurrectionnels et l'activité pétrolière augmente l'intensité des guerres civiles. Ainsi, se multi-

plient des espaces de conflictualité à l'échelle du continent, caractérisés par des points centraux de crise qui, par contagion, gagnent des régions entières.

Ainsi, la guerre en République démocratique du Congo (RDC) est largement liée au pillage des ressources (café, bois, or, diamant, coltan) dans l'est du pays, comme l'ont montré les rapports de l'ONU de 2001 et 2002. Le Rwanda et l'Ouganda, pays pauvres en ressources naturelles, participent à la prédation sous couvert de politique sécuritaire. De même, les tensions entre le nouveau Sud Soudan et Khartoum, ainsi que dans le Darfour, sont largement liées au potentiel pétrolier.

Mais ces foyers de violences récurrentes s'alimentent également par une crise des États-nations incapables de protéger les territoires, les populations et les ressources. Les institutions financières ont certainement contribué à fragiliser ces états africains et en faire des états défaillants. En effet, depuis les années 1980, les politiques d'ajustement structurel imposées par le FMI et la Banque mondiale ont contraint les états d'Afrique à pratiquer une politique fiscale indirecte en généralisant la TVA, impôt injuste qui pèse lourdement sur les classes moyennes, tout en adoptant des mesures fiscales avantageuses pour attirer les investissements des multinationales. Résultat, les recettes budgétaires issues de la TVA se sont révélées insuffisantes pour à la fois accompagner les politiques de dé-

# Afrique

20

veloppement et faire face au remboursement d'une dette exorbitante. Les Etats africains se trouvent ainsi piégés, sans moyens financiers pour répondre aux besoins croissants en matière d'éducation, de santé et de soutien à l'agriculture.

Presque trois décennies de mise en œuvre de ces plans d'ajustement structurel ont sérieusement érodé les capacités de financement à long terme du secteur public. Elles ont ainsi délégitimé l'Etat développementaliste régulateur et, aujourd'hui, les grandes régions éloignées de la capitale vivent avec un sentiment d'abandon par les états centraux.

## LES ACCORDS DE PARTENARIAT ÉCONOMIQUE (APE) ET LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Les négociations des accords de partenariat économique entre l'Union européenne et les pays de la zone Afrique, Caraïbes, Pacifique (ACP) sont dans leur dernière ligne droite. Au régime préférentiel envers les pays ACP va se substituer une logique encore plus libérale que celle de l'OMC, dont les dispositifs préservent encore des modalités fiscales et des clauses de sauvegarde protectrices, notamment concernant les produits agricoles et alimentaires importés, indispensables aux pays les moins avancés dont les économies sont les moins protégées du monde. Les importations à bas prix vont porter préjudice aux petits pay-

sans, d'où une menace sur la souveraineté alimentaire. Or, Les campagnes africaines abritent encore près de 70% de la population. En outre, l'accaparement massif des terres fragilise encore davantage les paysans et menace considérablement la paix sociale.

Aussi, ces Accords de Partenariat Economiques (APER) d'essence néolibérale se révèlent non pas un nouveau cadre de solidarité comme le prétend l'UE, mais plutôt un « partenariat » asymétrique pour permettre aux économies européennes de profiter des niches de croissance que représentent les marchés africains. Ainsi, le continent africain serait le nouveau moteur vital pour l'économie mondiale ?

Tous ces facteurs cumulés accroissent l'instabilité politique et militaire du continent africain en favorisant l'émergence des mouvements irrédentistes et identitaires auxquels viennent se greffer des mouvements transnationaux religieux comme le Djihadisme hanbalo-wahhabite soutenus par certains Etats du golfe. Alimenté par les fonds souverains de la rente pétrolière et la puissance des associations de « bienfaisance », le Djihadisme hanbalo wahhabite a réussi à s'acclimater aux spécificités du continent africain. Notamment, en comblant le vide laissé par le désengagement des politiques étatiques aussi bien dans le secteur de la santé et de l'éducation sous la pression des institutions financières internationales. En même temps, le Djihadisme han-

balo wahhabite s'est lancé dans la promotion d'une lecture littéraliste du coran et une volonté d'éradication de l'islam soufi qualifié de séquelles du paganisme animiste. Or cet islam apaisé soufi est en réalité la synthèse historique qui a débuté au X siècle entre un islam ouvert et le substrat local africain.

Par conséquent, ni le néolibéralisme débridé portait par les accords de partenariat économiques ni les interventions militaires récurrentes – en 30 ans, la France a mené quelque 50 opérations militaires en Afrique – ne sont des solutions pour répondre aux défis que sont la pauvreté, l'insécurité politique et militaire, l'absence de souveraineté alimentaire et les régimes dictatoriaux dont souffre l'Afrique depuis cinquante ans.

A la veille de la signature des accords de partenariat économiques, il faut rappeler que le continent africain a besoin d'une véritable politique de co-développement durable et d'une transition écologique qui s'assigne comme objectifs :

- la souveraineté et la sécurité alimentaire,
- une intégration régionale par des investissements communs dans les infrastructures de transports routiers, ferroviaires et aériens et des télécommunications, pour créer un marché commun régional favoriser le commerce sud-sud et désenclaver certaines régions
- un vrai engagement pour une transition écologique qui amorce une réduction de la dépendance

à l'égard du modèle de rente extraciviste et favorise des investissements dans les énergies renouvelables

- des institutions politiques décentralisées qui permettent l'expression de la pluralité culturelle et des spécificités régionales sans qu'elles se muent en mouvements irrédentistes et identitaires récurrents tout en préservant la souveraineté et l'intégrité territoriales des Etats qui doivent continuer à assurer leurs fonctions régaliennes
- un renforcement des acteurs de la société civile qui participent du lien social et consolident la démocratie citoyenne.

Tel est le partenariat dont le continent africain a besoin et auquel l'Union Européenne peut contribuer.

Abdessalam Kleiche

# Amérique latine

22

## LA CATASTROPHE ANNONCÉE DU BARRAGE DE BELO MONTE

**Communiqué d'EELV  
publié le 7 novembre 2012**

**A**vant même notre départ, les embûches avaient commencé. Des eurodéputées (Catherine Grèze, Eva Joly et Ulrike Lunacek) venues s'opposer à un projet aussi pharaonique, cela dérangeait en haut lieu. N'ayant pu avoir raison de notre détermination, les autorités locales avaient changé de pied et tenté de nous convaincre du bien-fondé du projet. À grands renforts d'officiels, ils nous ont expliqué que le barrage serait un modèle, que les populations autochtones ne seraient pas affectées et que le Brésil misait sur les renouvelables et le développement soutenable ! Naturellement. Exercice inverse l'après-midi, les associations ont démonté le discours officiel, cartes à l'appui. Elles veulent voir dans l'imbroglie juridique un espoir... Le soir, les écologistes brésiliens que nous avons retrouvés ont martelé leur opposition à ce projet. À l'origine de la « commission sur les indigènes », dix députés verts qui résistent au lobby de l'agrobusiness cherchant à en finir avec les « zones protégées » pour les peuples indigènes ou la biodiversité. La mort dans l'âme, les Verts disent que Belo Monte se fera et ils égrenent déjà le nom des six mégaprojets qui suivront.

Le lendemain, nous tenions une conférence de presse avec les ONG à Belém. Salle bondée, flashes et caméras. Après la conférence, réunion avec de nombreux experts qui nous ont présenté une étude remise au gouvernement en 2010. L'exposé est passionnant. Belo Monte est un « piège technique » : une fois construit, ils voudront en construire une dizaine d'autres pour le remplir. Sans cela, le barrage sera en pleine capacité seulement quatre mois dans l'année. Car Belo Monte n'est pas un barrage comme les autres. Il n'y aura pas d'inondation mais un assèchement et un détournement du fleuve Xingu. Les chiffres sont démentiels : 200 millions de mètres cubes de terre et de roche déplacés... Plus encore que pour le Canal du Panama !

Les conséquences seront terribles pour les populations autochtones qui verront leurs terres envahies. Bateaux, véhicules, vêtements, nourriture, argent... La stratégie du consortium en charge de la construction du barrage est de tenter de les acheter. En réalité, les conséquences sont désastreuses : drogue, prostitution (y compris de mineures), conflits, violence. Sans parler du manque de poisson, qui constitue 70% de leur régime alimentaire.

On omet trop souvent de le dire : la zone du barrage regorgerait d'or. Belo Monte multipliera le potentiel minier. Le fleuve asséché, les entreprises d'extraction auront de nouveaux terrains de chasse. Ce qui explique leur participation au consortium.

**«NO RIVER,  
NO LIFE !»**

Arrivées à Altamira ce matin, nous avons survolé le chantier. Trente minutes du premier barrage aux turbines ! Ainsi donc voilà le fameux barrage de Belo Monte. Voilà le fameux chantier qui coûte entre 9 et 17 milliards de dollars, où s'échinent 100 000 ouvriers sous-payés. Voilà ce qui va causer la ruine de milliers d'indigènes, submerger une biodiversité inestimable. Un chantier démesuré de 660 km<sup>2</sup>. Voilà la catastrophe écologique qui se prépare. Voilà pourquoi je suis ici. Nous y voilà, donc.

La rivière coule encore. Mais pour combien de temps ? Soudain, Belo Monte n'est plus un dossier d'une centaine de pages combattu dans les couloirs du Parlement européen. Sous nos yeux, c'est une réalité, un projet dément et effrayant. Cet après-midi, nous avons rencontré deux hommes de courage. Le procureur Felicio

# Amérique latine

23

Pontes, le premier à avoir déclaré que le barrage Belo Monte était contraire à la Constitution. Il n'y a en effet pas eu de consultation préalable des populations autochtones, comme le demande la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail, que le Brésil a ratifiée. En réponse, l'Etat brésilien a fait appel, grâce à une procédure qui date de la dictature. M. Pontes nous demande de faire pression sur la Cour suprême brésilienne pour qu'elle arbitre en sa faveur. C'est important, étant donné que la construction de pas moins de 40 barrages est prévue d'ici vingt ans. Le procureur ne désarme pas.

Le deuxième homme est « l'évêque du Xingu ». Il paie son engagement au prix fort : deux gardes du corps l'escortent, 24 heures sur 24. Erwin Kräutler, prix Nobel alternatif en 2010, nous témoigne de la destruction et du chaos qui règnent à Altamira. Le prix du logement qui augmente, tout comme l'insécurité et la toxicomanie. Une mineure prostituée a été assassinée récemment. Tant Felicio Pontes qu'Erwin Kräutler nous disent combien notre visite – une première – compte. Tous deux résumement leur combat par le slogan aussi simple que vrai : « no river, no life ». « Sans rivière, pas de vie. »

## DERNIER JOUR : TÉMOIGNAGES

Sans rivière, pas de paix non plus, nous dit une indienne, cheffe Munduruku. « Notre richesse,

c'est notre mode de vie. Ils ont envahi nos terres, coupé notre bois, et maintenant ce barrage ! » Autre témoignage, de Maria : « J'ai 63 ans, il est trop tard pour recommencer ma vie. Tout ce que je sais faire, c'est pêcher. » Or il n'y a plus ni animaux, ni poissons, ni même d'eau potable à cause de la pollution. Jorurna, vieux pêcheur, vit à 50 kilomètres du barrage, avec le bruit des machines et des explosions en continu. Il est né ici, il souffre ici. Et il demande deux choses : ses droits et du respect. « Nous ne savons pas comment faire respecter nos droits ! », confirme Kaipo, un homme brisé. Lorsqu'il a compris qu'il ne pourrait plus pêcher, il a organisé une occupation du site, il a tenté d'arrêter les machines. En vain.

Ce matin, 240 travailleurs du chantier se sont mis en grève. Ils ont aussitôt été renvoyés. Ormazete s'adresse à nous au nom des paysans expulsés sans compensation : « Le barrage est un projet financier, un projet politique. À quoi sert le progrès énergétique s'il détruit le peuple ? » Une autre femme nous raconte les promesses du consortium Norte Energia (en charge des travaux) : beaucoup de promesses, de dons d'argent, de terrain, et même de maisons. Résultat ? Elle a été expulsée sans aucune compensation. 15 000 familles ont été expulsées. Comment vivre ? Comment manger ?

« Qui pouvons-nous appeler à l'aide ? Nos représentants ne sont pas là. C'est une honte que vous soyez ici alors qu'il n'y a

pas un officiel ! », déplore le Père Clare, curé dans un village. C'est le pot de terre contre le pot de fer : « Je suis allé à Berlin, dans les locaux de l'entreprise Siemens. Ils nous ont répondu que tout ce qu'ils faisaient, c'était de livrer des machines ! » Siemens, arrivé au Brésil en 1964, avec le début de la dictature... « Tout le monde sait ici que l'enjeu n'est pas l'énergie mais bien la mine d'or qui viendra une fois la rivière asséchée », explique Johana. Une de ses élèves, une adolescente, explose : « Les vieux sont écrasés et nos rêves de jeunes brisés. Développement, développement, développement ? Faites passer le message : nous luttons pour notre dignité ! »

Voilà donc le message que je porte, de retour de Belo Monte. C'est une lutte pour leur dignité. Il faut un regain de mobilisation contre ce mégaprojet. Ce barrage est non seulement un échec économique annoncé, mais c'est surtout, déjà, un désastre social, humain et environnemental.

C'est déjà une catastrophe.

**Catherine Grèze,**  
députée européenne  
du Groupe des Verts,  
coordinatrice  
de la commission  
du développement

# Amérique latine

24

## L'INDUSTRIE EXTRACTIVE EN QUESTION

Le 7 janvier 2014 avait lieu à Paris une séance de ciné-débat sur le thème des luttes contre l'extractivisme dans plusieurs pays, co-organisée par la Mairie du 2e arrondissement et l'association Terre et Liberté. Cette séance a permis le regroupement de divers collectifs de soutien à ces luttes locales dans un collectif français de lutte contre l'extractivisme.

### QU'EST-CE QUE L'EXTRACTIVISME ?

L'association Alternatives au Développement Extractiviste et Anthropocentré (ALDEAH) explique que ce terme faisant initialement référence aux activités extractives au sens strict (mines et hydrocarbures), désigne par extension, « l'accélération de toutes les activités d'exploitation des ressources naturelles à échelle industrielle (du gaz de schiste à l'agriculture chimique et même les infrastructures facilitant ces différentes activités) et la place centrale de ces secteurs d'activité pour les économies exportatrices de matières premières. »

En effet, l'extractivisme est à la base du système économique dominant, qui ne peut assurer sa pérennité et sa reproduction sans l'extraction continue des



Mine à ciel ouvert de Yanacocha. Région de Cajamarca, Pérou.

« ressources naturelles » afin de servir de base matérielle à la croissance. Malgré un imaginaire collectif présentant l'extraction de ressources naturelles comme une source de création de richesses et de développement, des chercheurs (en économie, en sciences sociales) et des associations, dénoncent ce modèle et affirment non seulement que les richesses qu'elles créent ne bénéficient pas aux populations locales, mais qu'en plus leur exploitation a des effets désastreux sur l'environnement, la santé, et

le lien social.

### LES LUTTES CONTRE LES PROJETS EXTRACTIVISTES :

Les films projetés décrivaient quatre luttes contre des mégaprojets miniers ou pétroliers, au Pérou (Conga dans les Andes), en Équateur (territoire Shuar), en Roumanie (Rosia Montana) et en Grèce (Halkidiki). Cette séance a permis de mettre à jour les logiques inhérentes à l'extractivisme que ce soit pour

# Amérique latine

25

des mines, du pétrole, ou d'autres ressources ; au Nord comme au Sud. Les compagnies minières et les gouvernements implantent des projets sans concertation, ce qui a pour effet de provoquer la réaction des populations locales souvent réprimées.

Si les luttes ont plus ou moins de succès à travers le monde, elles restent souvent très locales alors qu'elles combattent un même système (l'extractivisme) et les mêmes compagnies. Il est cependant intéressant de noter à quel point ces mobilisations sont similaires, même jusqu'à leurs slogans : "de l'eau pas de l'or", "la vie vaut plus que l'or", "l'or ne se mange/boit pas" (et l'équivalent avec d'autres matières). De plus en plus, les populations locales sont amenées à se fédérer pour proposer des plans de développement régionaux alternatifs respectueux de l'homme et de l'environnement, ce qui permet de montrer le potentiel d'inventivité et d'innovation de la société. Mais ces solutions ne font que transposer les problèmes vers d'autres territoires moins défendus sur lesquels les multinationales pourront jeter leur dévolu.

Les solutions alternatives à l'extractivisme doivent ainsi s'appuyer sur deux piliers : une démocratie locale renforcée qui permette aux habitants d'un territoire de décider de leur modèle de développement et de ce qui est fait avec leur environnement ; un autre modèle de développement qui ne soit pas basé sur une croissance débridée et illi-



*"Les Gardiens des Lacs", manifestation de paysans péruviens contre la mine de Conga - Auteur : Lynda Sullivan.*

mitée (avec notamment une diminution de la consommation, une mise en valeur du recyclage, etc.). Dans ce contexte, l'écologie politique paraît la solution la plus évidente autant au Nord qu'au Sud !

Au moment où des luttes ont lieu en France contre les gaz de schiste, l'extraction de sable, etc..., Europe Écologie – Les Verts continuera bien sûr à soutenir les luttes équivalentes à travers le monde, par le biais de ses militants et de ses élus (comme l'a fait par exemple Catherine Grèze à plusieurs reprises), et à proposer un modèle de société écologique !

David Santana  
EELV Paris 11

## LA BIRMANIE, LABORATOIRE POUR UN AUTRE MODÈLE DE DÉVELOPPEMENT, ÉCOLOGIQUE ET SOLIDAIRE

**P**artout en Asie, des tensions géopolitiques, économiques, sociales et sanitaires se font sentir autour d'enjeux écologiques qui se réveillent après avoir été trop longtemps méprisés par la croissance effrénée des Géants et autres « Dragons ». La chape de pollution qui pèse sur les villes chinoises et indiennes, la déforestation massive et l'expulsion des paysans en Malaisie et Indonésie au profit des concessions d'huile de palme, la ruée des foules singapouriennes vers les derniers purificateurs d'air disponibles dans les hôpitaux sont les symptômes d'une gestion irresponsable et dangereuse des ressources naturelles ET du règne du consumérisme et des logiques du commerce international. Dans certains pays au gouvernement autoritaire, l'écologie devient aussi une forme de mobilisation et d'engagement politique inédit pour la société civile.

**La Birmanie est aujourd'hui un lieu emblématique** de ces enjeux croisés de l'environnement, de la démocratie, de l'économie, de la société civile. L'ONG



Green Lotus, que nous animons, a choisi de s'implanter et d'agir en priorité dans ce pays en pleine révolution. En effet, tout juste sortie de 50 ans de dictature, la Birmanie peut saisir la chance de cette brèche historique pour faire vivre un modèle de développement solidaire, harmonieux et durable. La libéralisation en cours, largement

conduite par une société civile éclairée, a révélé le potentiel de ce pays : de sa culture politique et sociale exceptionnelle à une grande richesse environnementale, en passant par un attachement culturel et philosophique à la nature. Mais il faut aussi tenir compte de sa position géostratégique, au croisement des deux plus grandes populations

mondiales, l'Inde et la Chine. Autrement dit, la Birmanie est un terrain fertile pour un monde de convictions et de résistance, une société civile qui ne se laissera pas abuser par les sirènes du consumérisme !

**Entouré du reste de la société civile, des partis politiques,** et d'un secteur privé plutôt ouvert à ces enjeux, la « société civile écolo » - ou « Green Movement » - (au sein duquel agit Green Lotus) prévoit de se battre une gouvernance écologique et une économie verte. La priorité est d'éviter les fléaux d'une croissance classique, uniquement entretenue par l'exportation des ressources naturelles (économie de rente) et d'une agriculture intensive, entraînant une dépendance à l'égard des intérêts du commerce international et des investisseurs étrangers. Riche en gaz et en pétrole, le Myanmar se trouve au centre des rivalités énergétiques de la région, alors que lui-même est considéré comme le deuxième pays le plus menacé de la planète par le réchauffement climatique ! Ces atouts naturels ne sont donc pas dénués d'ironie et deviennent en fait pour le pays une source de conflits sur la gestion et la redistribution des revenus. Les déchets toxiques, la pollution industrielle et les transformations du paysage impliqués par les

exploitations de grande échelle menacent la survie de sites aussi symboliques que le Lac Inle avec des conséquences fatales pour la santé et la subsistance des populations locales.

**Au contraire de ce business chaotique et instable,** et pour enclencher un développement endogène et inclusif, nous soutenons l'engagement de la société civile qui a déjà prouvé - par exemple grâce à une première grande victoire sur le projet de barrage Mytsonne - qu'elle était un fer de lance de la démocratie. Ainsi, le renforcement d'un « green movement » en groupes de lobbying et de plaidoyer intégré et solide est une priorité. C'est en effet par un engagement de la société civile avec les autorités locales et centrales que l'on pourra définir des politiques publiques en lien avec les besoins de la population : assainissement en eau potable, traitement des déchets, approvisionnement énergétique propre, agriculture durable, aménagement du territoire urbain, transports en public, adaptation au changement climatique... Grâce à un réseau d'acteurs construit avec notre aide, ces propositions sont formulées pour répondre aux enjeux fondamentaux de l'avenir du pays : par exemple, répondre au manque d'accès à l'électricité de 70% de la population plutôt

que vendre toute l'énergie du territoire aux voisins. De même, en lien avec le secteur privé, des opportunités créatrices d'emplois et de revenus pour les populations locales sont créées grâce aux dynamiques d'une économie verte et solidaire : coopératives agricoles et forestières, soutien aux PME, micro-finance et mutuelles, tout en promouvant le développement de filières telles que les énergies renouvelables, le commerce équitable, l'agriculture organique, l'écotourisme...

**La Birmanie a donc un vrai potentiel de laboratoire** d'un autre type de développement, utile pour les Birmans eux-mêmes, mais aussi possible modèle d'inspiration aux répercussions certaines sur le continent asiatique. Travailler sur la montée en puissance (« empowerment ») de la société civile écolo, que ce soit par la formation ou l'aide au montage de campagnes - sinon même l'émergence de partis écologiques ! - est donc à la fois un travail de fourmi et une nécessité cruciale !

Jean-Marc Brûlé  
Juliette Faure  
(à Rangoun !)

## СОЧИ 2014 : MÉDAILLE D'OR DU GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ ?

**E**n ce mois de février 2014, la Russie sera sous les projecteurs des caméras du monde entier, pour un événement qui généralement met à l'honneur le pays hôte. En effet, du 7 au 23 février 2014 se dérouleront les XXIIe Jeux Olympiques d'hiver, à Sotchi, aux confins méridionaux de la Russie. Toutefois à l'approche de la fête, les médias occidentaux se font les critiques acerbes du régime politique russe et des conditions de réalisation du chantier des jeux. L'enjeu de la fête pour Poutine et la Russie relève du prestige et du symbolisme. Mais les fins justifient-elles les moyens ?

### OLYMPIADA VLADIMIROVNA

« Olympiada Vladimirovna », comme une femme portant le prénom Olympiade et le prénom patronymique Vladimir, telle est la manière dont les Russes personnifient les JO de Sotchi. Il n'échappe à personne que les jeux sont le projet de Vladimir Poutine. Il s'agit en effet d'un projet très identitaire et très personnel du dirigeant. Ce phénomène n'est, toutefois, pas propre aux régimes autoritaires, les ré-



Le Président Poutine à la station de ski Krasnaïa Poliana. Source : Alamy

gimes démocratiques en usent aussi, à l'instar des grands projets d'architecture et d'urbanisme de Mitterrand.

La libération de certaines personnalités et considérées comme des prisonniers politiques par l'opposition et les défenseurs des droits de l'homme en Russie et ailleurs dans le monde confirme l'importance qu'accorde Vladimir Poutine à ces jeux olympiques. Les deux membres du

groupe punk féministe Pussy Riot, les trente membres de l'équipage du navire Arctic Sunrise de Greenpeace ont été libérés opportunément à quelques semaines de l'ouverture des JO. De même, Mikhaïl Khodorkovski, l'oligarque russe appelé « le prisonnier personnel de Poutine » a été libéré le 20 décembre 2013, suite à une négociation engagée avec l'Allemagne<sup>1</sup>, dans laquelle l'enjeu des olympiades apparaît au premier plan.

Au-delà de la glorification de l'effort et du plaidoyer de l'amitié entre les nations, l'attribution de ces jeux à un pays hôte n'est pour autant pas dénué d'enjeux géopolitiques et de puissance. De manière constante s'agissant de sa politique extérieure, Vladimir Poutine cherche à restaurer la puissance russe sur la scène internationale, promouvoir le multilatéralisme dans la gestion des affaires mondiales, multilatéralisme que la Russie pourrait grandement contribuer à façonner. Tel est le sens de sa doctrine diplomatique et militaire, rédigé dès 2000 dans le document Concept de sécurité nationale<sup>2</sup>. Il est ainsi dit que la Russie doit « aider à façonner l'idéologie derrière l'émergence d'un monde multipolaire », tandis que sont dénoncées « les tentatives de créer une structure de relations internationales fondée sur la domination des pays occidentaux sur la communauté internationale, sous leadership américain, et conçue pour des solutions unilatérale ».

L'instauration d'un multilatéralisme tel que souhaité par la Russie a commencé avec la guerre de Géorgie déclenchée en 2008 par la Russie, suite à des escarmouches entre les deux pays, et des provocations de la Géorgie. Ce retour de la Russie s'est manifesté après des actions internationales vécues comme une manifestation de l'unilatéralisme occidental des années 2000, notamment dans la gestion des crises des Balkans, la reconnaissance du Kosovo, la guerre contre la Serbie, la guerre

en Irak, qui ont touché des partenaires de la Russie, et pour lesquels cette dernière s'est montrée impuissante à contrer les décisions occidentales. De la guerre avec la Géorgie aux positions de fermeté s'agissant de la Syrie ou de l'Ukraine, autres partenaires traditionnels de la Russie, la doctrine est ainsi appliquée au grand dam des Occidentaux. Ainsi, l'organisation des JO de Sotchi participe à cette ambition de restaurer l'aura de la Russie.

L'organisation de cet événement mondial et la venue des chefs d'Etat à Sotchi, au coeur du Caucase du Nord permettra, en outre, la légitimation de toute la politique du Kremlin dans cette région. Au premier chef, la politique de pacification en Tchétchénie menée depuis la fin de la deuxième guerre (1999-2009), avait reçu des critiques de la part des chancelleries étrangères. La gestion de cette province méridionale constitue un des freins à son retour sur la scène diplomatique mondiale<sup>3</sup>.

Ainsi, en juillet 2007, Poutine déclarait ainsi : « Je peux le dire en toute certitude : si nous n'avions pas pu rétablir l'intégrité territoriale du pays, si nous n'avions pas arrêté les conflits dans le Caucase comme il y a cinq – sept ans, si nous n'avions pas changé fondamentalement la situation économique, si nous n'avions pas résolu un certain nombre de problèmes sociaux, alors nous n'aurions jamais obtenu ces Jeux Olympiques »<sup>4</sup>. Il présente de cette manière le

choix du Comité international olympique comme un banc-seing de sa politique dans le Caucase et comme une reconnaissance du statut de grande puissance retrouvé.

Sur le plan intérieur plus généralement, c'est aussi l'occasion pour Vladimir Poutine de démontrer qu'il a les choses en mains, après une réélection contestée à l'hiver 2011-2012<sup>5</sup>. Selon Thomas Gomart<sup>6</sup>, Vladimir Poutine se moque du jugement des occidentaux sur sa politique. Il se juge à la hauteur de sa propre lecture de l'histoire russe et se compare aux grands monarques qu'étaient Pierre le Grand, Catherine II, Brejnev ou encore Gorbatchev. Il souhaite influencer sur la génération Poutine et restaurer son pays qui était au plus bas, suite à la grande crise de 1998, et placé au ban des nations civilisées. Cette volonté de grandeur se traduit dans la communication autour de l'évènement<sup>7</sup>.

L'investissement de Poutine dans la défense de cette candidature, les entretiens personnels avec chacun des membres du CIO, les promesses de contrat pour les entreprises autrichiennes<sup>8</sup> alors que Salzbourg était en compétition, et son discours en anglais mâtiné de français à Guatemala City lors de la 119<sup>e</sup> session du CIO, le 4 juillet 2007 ont fait penché la balance en faveur de Sotchi. La décision a été accueillie par la joie des Russes et une foule en liesse sur la place du Kremlin...



# Europe

30

## UN PROJET PROMÉTHÉEN

Lors de la présentation des candidatures au CIO, le projet de Sotchi se référait à la légende de Prométhée, qui ayant provoqué la colère de Zeus, s'est trouvé enchaîné à la montagne du Caucase<sup>9</sup>. La légende est parfois interprétée comme la punition d'un homme qui a voulu se mesurer aux Dieux. Cette interprétation prend tout son sens lorsque l'on considère le projet de Poutine de monter cet événement de classe mondiale sur ce site particulier contraint par la géographie et l'absence d'infrastructures adéquates.

Sotchi, rare ville ouverte aux étrangers à l'époque soviétique, aux côtés de Moscou, Leningrad, Stalingrad, Odessa, Kiev, le canal Volga-Don, un kholkoze exemplaire et les usines automobiles du nom de Staline. C'est la ville du repos des dignitaires de Staline à Brejnev et jusqu'à Poutine. Développée à partir des années 1920, elle est devenue la station thermale synonyme de « Riviera soviétique » parmi les rares lieux de loisirs que comptaient l'URSS à cette époque<sup>10</sup>.

Même si le choix de Sotchi par les autorités russes s'inscrit dans le passé récent, puisque les premières candidatures de Sotchi comme ville hôte des JO a été faite dès 1989 sous l'URSS, puis de nouveau en 1993 et une nouvelle fois en 2002<sup>11</sup>, il n'est pas anodin. La cité balnéaire représente une des villes les plus



*Image satellite de la station de ski de Krasnaïa Poliana, avant le chantier en 2010. Source : Le Monde*

chaudes, dans une région marquée par un microclimat subtropical, dans ce pays connu par ailleurs pour ses hivers rigoureux et longs. Le profil climatique de la région n'est donc pas des plus propices.

De plus, les bâtisseurs olympiques sont confrontés à une géographie capricieuse. La capacité de la ville et la topographie induisent des limites objectives, la zone est enclavée entre mer et montagne, le site n'est donc pas extensible. A seulement 50 km du littoral, les contreforts du Caucase occidental atteignent des altitudes de 2 000 à plus de 3 300 mètres. De plus, la ville peuplée de 400 000 habitants est déjà saturée, du point de vue des transports, de l'approvisionnement en eau, en électricité,

de la gestion des eaux usées. La région est, en outre, marécageuse. Même Staline qui s'est penché sur le développement de Sotchi dès le début XX<sup>e</sup> siècle et qui ne reculait pas devant les grands travaux, quitte à faire travailler les zeks dans des conditions inhumaines, a renoncé à un projet urbanistique sur les marais de la vallée Imeretinskaïa. Mais pour Poutine ceci ne constitue plus un frein. C'est sur cet espace quelque peu plus large du côté d'Adler, que sera construit le village olympique.

En outre, presque aucune infrastructure est préexistante, le domaine skiable ne comporte qu'une seule remontée mécanique. Une route unique menait au parc naturel. Tout est à construire de zéro. La construc-

tion de près de 400 objets olympiques, le développement du réseau routier et des voies de chemin de fer, l'augmentation des capacités de fourniture d'électricité, l'amélioration de l'aéroport existant, le remplacement de la fourniture d'eau et du traitement des eaux usées sont les tâches incontournables du projet.

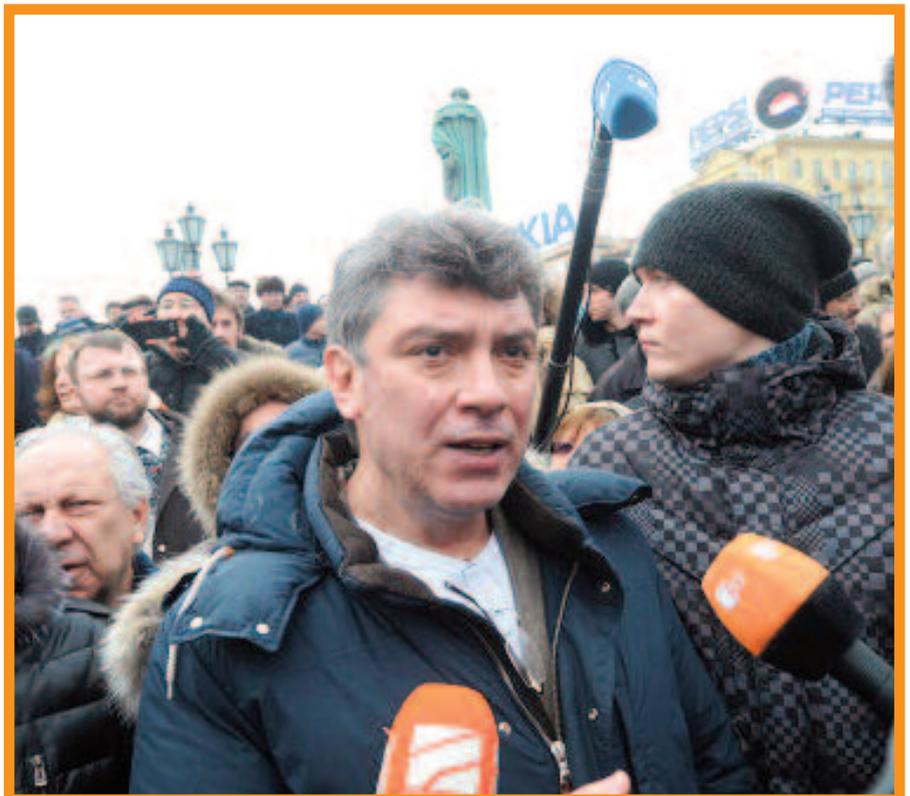
## UN DÉFICIT DÉMOCRATIQUE

Le chantier de construction ne s'est pas déroulé dans des conditions des plus démocratiques. Le maire de Sotchi qui a chapeauté tous ces travaux, Anatoli Pakhomov, s'est fait élire dans des conditions plus que troublées<sup>12</sup>. Même si le Président de l'époque Dmitri Medvedev a qualifié la campagne de « véritable bataille politique », qui contribue au développement de la démocratie russe, les journalistes étrangers étaient effarés du manque de débat, de tracts, d'affiches. Six candidats étaient finalement autorisés à concourir sur les vingt prétendants, plus ou moins sérieux. Certains employés d'entreprises, représentant près de 3 % du corps électoral, ont été contraint à un vote anticipé plusieurs jours avant la date du vote, et ont voté sous le regard de leur hiérarchie et des officiels russes<sup>13</sup>. Des ressortissants d'Abkhazie, région séparatiste de Géorgie, reconnue indépendante par la Russie, ont également participé au vote. Arrivé au bureau de vote, certains électeurs se sont rendus compte que leur vote avait déjà été comptabilisé. Le candidat sérieux de l'opposition, Boris Nemt-

sov a été accusé d'être financé de l'étranger, par les Etats-Unis. Il a été victime de l'agression de trois inconnus qui l'ont aspergé d'ammoniac. Ses tracts de campagne ont été saisis par la police, avant leur distribution. Une journaliste voulant l'interviewer a reçu des menaces. L'opposant a dénoncé les infractions commises durant cette élection mais il a été débouté dans son procès devant les tribunaux locaux<sup>14</sup>. Anatoli Pakhomov, candidat soutenu par le parti du pouvoir Russie Unie a ainsi obtenu 77 % des voix.

S'agissant de la liberté d'expression, les pratiques ne sont pas des plus vertueuses. Peu d'informations sur les dégâts économiques, écologiques et humains ne transparaissent dans la presse officielle. Les journaux locaux ne

résistent pas à l'omerta imposée par les autorités locales. Les journalistes de la télévision ne se déplacent même plus, sachant pertinemment que leur reportage ne sera pas diffusé<sup>15</sup>. Les autorités russes cherchent en vain à étouffer les faits de corruption qui transpirent de toute part. En novembre 2013, on apprend à travers la presse que les officiels russes cherchent à empêcher la sortie d'un documentaire sur la corruption de la réalisatrice Simone Baumann en tentant de la soudoyer<sup>16</sup>. Mais les informations filtrent grâce aux blogueurs et aux activistes. Les informations circulent principalement sur internet, grâce à des activistes de tout poil. Et à quelques mois de l'évènement, les tares du grand projet font les choux gras de la presse occidentale.



*Boris Nemtsov parmi les manifestants de la Place Pouchkine, mars 2012.  
Source : RIA Novosti*

# Europe

32

## 51 MILLIARDS DE DOLLARS

12 milliards de dollars est le budget annoncé par Vladimir Poutine en 2007 à Guatemala City. 51 milliards de dollars estiment Boris Nemtsov et Leonid Martynyuk pour le montant des travaux en mars 2013<sup>17</sup>. 45,8 milliards de dollars estime, pour sa part, l'opposant médiatisé lors des manifestations de l'hiver 2012<sup>18</sup> et champion anti-corruption, Alexei Navalny. De ce budget global : 25,1 milliards de dollars auraient été financés par le budget fédéral, 1 milliard de dollars par la région du Kouban, 10,5 milliards de dollars par des compagnies d'Etat, 7,6 milliards de dollars proviennent des financements accordés par la Banque d'Etat du commerce extérieur à des entrepreneurs privés et 1,6 milliard de dollars reviennent directement aux investisseurs privés. Selon ce décompte, près de 97 % de la facture revient aux finances publiques.

Les chiffres sont vertigineux. Les comparaisons avec les budgets des précédents JO d'hiver font depuis quelques mois le tour de la presse internationale. Pour justifier ce budget colossal, le Premier Ministre, Dmitri Medvedev expliquait en décembre 2013 que « Sochi a toujours été vue comme la station balnéaire la plus importante. Or, ces derniers temps, le niveau de confort et de qualité de prestation y est devenu presque moyen. C'en était presque gênant. Aujourd'hui Sochi compte une chaîne d'hôtel

acceptable, des espaces sportifs et de bien-être, une infrastructure touristique, un chemin de fer qui mène en montagne, tout ceci ne seraient jamais construits sans les JO »<sup>19</sup>. Le Président du CIO, Thomas Bach concorde avec cette analyse : « Nous sommes pleinement confiant sur le fait que les Jeux seront d'un niveau fantastique » et « Sochi et la région entière a réussi un cheminement de développement très important et avec succès. Nous avons été réellement impressionné par ce parcours »<sup>20</sup>. Pour sa part, Dmitri Kozak, vice-premier ministre et responsable de la préparation des JO, explique que seuls 6 milliards de dollars payés à 50/50 par l'Etat et par les investisseurs sont allés dans la préparation des JO mêmes et que 15 milliards de dollars ont concerné le financement des infrastructures et le développement économique de la région. Toujours selon lui, ces investissements auraient eu lieu même sans les jeux<sup>21</sup>.

Mais de nombreuses voix critiques dénoncent la corruption comme premier facteur explicatif de ce dérapage. Le doctorant Alexandre Sokolov<sup>22</sup> rappelle que le coût de la construction des infrastructures de Sochi dépassent les 50 milliards de dollars, tandis que les jeux olympiques d'été de Pékin (2008) ont coûté selon les chiffres officiels 43 milliards de dollars, ceux d'été de Londres (2012) ont coûté 15,39 milliards de dollars et les jeux d'hiver de Vancouver (2010) 6,08 milliards de dollars. Il est un des premiers à avoir analysé le coût

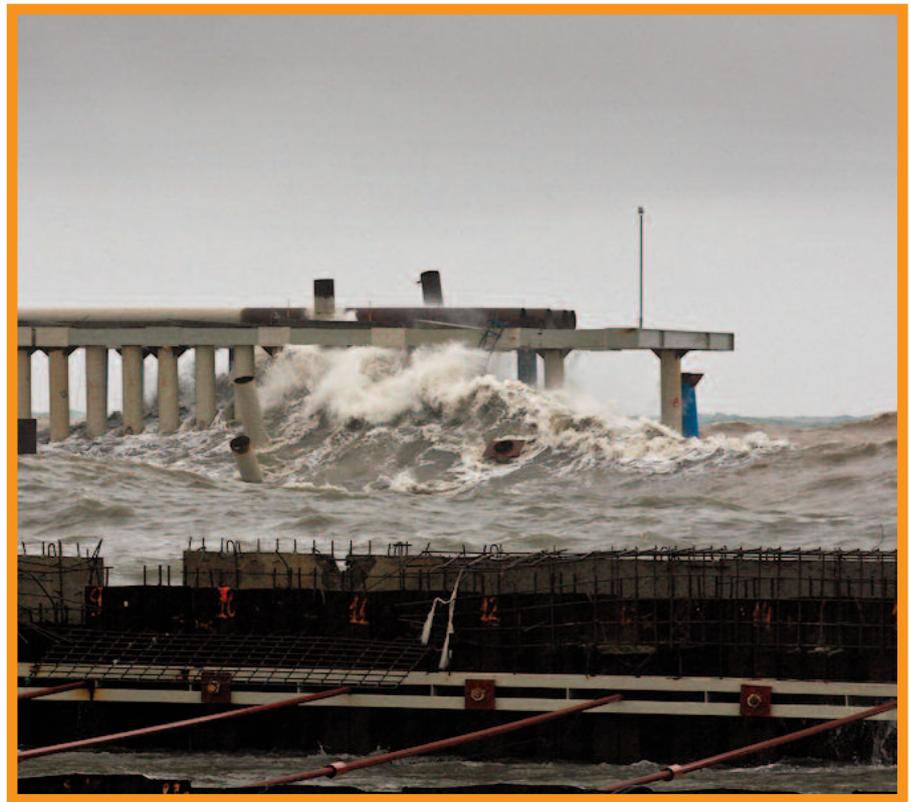
comparé de la construction des infrastructures. A titre d'exemple, le stade olympique Fisht de Sochi, d'une capacité de 40 000 places revient à un coût de 17 300 dollars par spectateurs, tandis que les infrastructures similaires ont coûté 1 580 dollars par spectateur à Salt Lake City (JO 2002) ou 5 700 dollars par spectateur à Pékin (JO 2008). Le plus cher hormis Sochi revient à Vancouver (JO 2010) avec un coût de 14 910 dollars par spectateur.

Boris Nemtsov, ancien ministre de l'époque eltsinienne, actuel opposant au président en exercice, leader du parti RPR-Parnas, et originaire de la ville de Sochi a publié avec Leonid Martynyuk un dossier à charge, prenant la mesure de la corruption qui a prévalu dans la tenue des travaux d'aménagement à Sochi, et incriminant directement des oligarques proches de Poutine<sup>23</sup>. Selon ces auteurs, le coût des constructions s'avère environ 2,5 fois plus important que pour la construction d'infrastructures similaires. Sur les 50 milliards du coût total, ils estiment à 25-30 milliards de dollars le vol pur et simple. Ce montant correspond aux pots-de-vin moyens dans tout projet industriel en Russie.

Des exemples des dérives budgétaires font légion dans la presse internationale. La route combinée chemin de fer / autoroute entre Adler et Krasnaïa Poliana représente le projet le plus coûteux. Son budget a grimpé jusqu'à 8,7 milliards de dollars, soit un montant supérieur au financement de la NASA pour

la fourniture et la maintenance d'une nouvelle générations de rovers martiens. Même si la réalisation apparaît très moderne et a demandé une ingénierie poussée, le trajet ne fait pourtant que 48,2 kilomètres. Le coût s'est élevé ainsi à 4 millions d'euros le kilomètre, alors qu'un projet ambitieux comme la construction du pipeline sous la mer baltique, n'a coûté que 3,6 millions d'euros le kilomètre. Ce dernier coût avait été estimé trois fois supérieur à la norme européenne<sup>24</sup>. Aucune dépense n'a été épargnée pour construire malgré les avaries. Lorsque la route pour monter à Krasnaïa Poliana n'était pas terminée, le béton servant à la construction des remontées mécaniques était livré en hélicoptère<sup>25</sup>.

En 2009, des députés de la douma ont tenté de faire passer une loi pour mener un contrôle financier de la compagnie d'Etat créée pour l'organisation des jeux, Olympstroï, préconisant un audit financier, une évaluation de la rentabilité à long terme, et la supervision des dépenses. Mais la Douma contrôlée par le parti du pouvoir Russie unie n'a pas permis l'adoption de cette loi. Un compromis a cependant été passé et la Chambre des comptes, organe d'Etat qui a la compétence pour les questions financières relatives aux entreprises d'Etat doit établir un rapport qui ne sera pas rendu public. Début 2013, dans le cadre de sa comptabilité annuelle, La chambre des comptes a accusé Olympstroï de surcoûts injustifiés de 15,5 milliards de roubles.



*Tempête sur le port de Sochi-Imeretinski en décembre 2009.  
Source : <http://bednenkiy.livejournal.com/48488.html>*

L'entreprise d'Etat a expliqué ces surcoûts par des décisions additionnelles d'ordre technique ou structurelle de la part du CIO et d'autres parties prenantes.

## ET LES SHADOKS POMPAIENT...

Cette gabegie s'explique par la nécessité de tout construire ex nihilo, par la corruption, mais aussi par l'incompétence des maîtres d'oeuvre. La construction du complexe de saut à ski « Les collines russes » pourrait être emblématique du gâchis causé par le manque d'études préalables et l'incompétence. Sans étude géologique préalable, et malgré les informations fournies par les résidents locaux, le saut à ski a été construit sur une

zone non propice. De plus, l'arrachage massif des arbres alentours a conduit à des glissements de terrain. Au printemps 2012, des tonnes de terre se sont ébouilées sur le chantier de construction du complexe. Comme résultat, la construction du saut à ski a accusé un retard de 2 ans, et son budget est passé de 40 millions de dollars à 265 millions de dollars. Lors d'une inspection à un an des JO, Vladimir Poutine n'a pas caché son mécontentement. Devant les caméras, il a rudoyé Dmitri Kozak : « Bravo ! Tu as fait du bon travail ! »<sup>26</sup> avant de s'enquérir du nom du responsable du chantier. Ce dernier, Akhmed Bilalov a été démis de ses fonctions dès le lendemain<sup>27</sup>. Une affaire de justice pour abus de position comme chef d'une compagnie d'Etat a

# Europe

34

été ouverte contre lui. Depuis, il a fui à Londres. Et en avril 2013, il accuse Poutine de l'avoir fait empoisonné au mercure<sup>28</sup>.

Le port de fret installé sur la zone côtière a, de la même manière, pâti de l'impéritie des autorités. D'après le programme de construction officiel<sup>29</sup>, le port de fret de Sochi-Imeretinski était prévu pour recevoir les matériels de construction du chantier, soit 15 à 20 millions de tonnes de marchandises. Construit sans prise en compte des conditions climatiques, il a été totalement dévasté par une tempête de force 7 en décembre 2009<sup>30</sup>, occasionnant près de 500 millions de roubles de dégâts<sup>31</sup>. Il a ainsi accusé un retard dans la construction de 2 ans. Achevé en juin 2012, il a nécessité un budget final fortement en hausse à 9,3 milliards de roubles<sup>32</sup>. L'acheminement des marchandises a finalement été reporté sur d'autres modes de transport<sup>33</sup>. Le port de fret doit être reconverti en marina pour yachts après les jeux, le budget total de ces travaux devrait atteindre 23 milliards de roubles.

Et le résultat à deux semaines de l'ouverture des jeux, les photos de l'intérieur du parc olympique dans la plaine Imeretinskaïa sont éloquentes<sup>34</sup>. Huit jours avant la cérémonie d'ouverture, tous les travaux ne sont pas terminés<sup>35</sup>.

## DES DÉGÂTS ENVIRONNEMENTAUX

Entre mer et montagne, la région de Sochi se distingue aussi par la qualité et la spécificité de son écosystème. Dès 1983, le parc naturel de Sochi est créé afin de protéger la grande variété de flore et de faune endémiques. Tandis que la réserve de biosphère du Caucase du Nord est inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO depuis 1999 précisément en raison de ces critères naturels et de la conservation de la diversité biologique qu'elle renferme<sup>36</sup>.

Dès 2006, avant même le choix final du CIO de la ville hôte de ces olympiades, des écologistes locaux alertent l'opinion sur les

risques environnementaux du projet<sup>37</sup>. Ils s'inquiètent notamment des modifications de la législation s'agissant de la protection des réserves naturelles. L'évaluation de l'impact environnemental préalable à la mise en oeuvre de tout projet urbain et industriel est supprimé. Les ONG environnementales sont, en outre, exclues des discussions autour de ces projets. Le plan de développement de la ville de Sochi n'est pas discuté publiquement tandis que le tracé des frontières du parc naturel et l'interdiction des constructions en son sein sont remis en question.

Leurs inquiétudes s'avéreront malheureusement justifiées. La loi n°310 du 1er décembre 2007 a modifié la législation s'agissant



*Datcha de Vladimir Poutine sur le site de Krasnaïa Poliana.  
Source : <http://ruleaks.net/>*

des parcs naturels. Alors que jusqu'à cette date, il était interdit de construire dans ses limites, des pistes et des remontées mécaniques sont aménagées sur la crête de Psekhako, au milieu de la réserve naturelle du Caucase. Des hectares d'arbres endogènes protégés ont été arrachés à cette occasion<sup>38</sup>. Vladimir Poutine et certains oligarques proches ont construit leur dacha précisément dans cette zone. Le 30 novembre 2011, une loi inspirée par Poutine a rendu désormais légal de telles constructions au sein d'une réserve naturelle. Sur le littoral, les dégâts sont considérables également. La côte de la plaine Imeretinskaïa restait une des dernières plages naturelles de la région. Les constructions massives l'ont totalement transfigurée. Les amphibiens et les oiseaux migrateurs, habitants naturels des marais de Colchide ont simplement disparus. Plusieurs espèces classés dans le Livre rouge de l'Union internationale pour la protection de la nature, ayant le statut d'observateur à l'ONU, ont été saccagées et éliminées lors de la construction du village olympique dans la plaine Imeretinskaïa. Les terres arables qui supportaient trois cultures par an ont été définitivement polluées. C'est aussi une réserve ornithologique qui réunit plus de 100 espèces qui a été perturbée et les oiseaux migrateurs n'y viennent plus nichier.

La construction de la route combinée Adler-Krasnaya Poliana a également engendré de nombreuses pollutions. Tout d'abord, le débit de cette rivière a été ré-



*Inondation du chantier de la route Adler-Krasnaïa Poliana en janvier 2010. Source : <http://bednenkiy.livejournal.com/752.html>*

duit jusqu'à 50% voir 70% à certains endroits. Or, la Mzymta est capricieuse et connaît des crues régulières. De plus, l'arrachage des arbres sur ses rives, utiles pour piéger l'humidité, aggrave la situation. Ainsi, à plusieurs reprises, le chantier et les installations en aval ont été inondés. Le creusement des tunnels dans la roche a fait affleurer des substrats toxiques tels que le mercure et l'uranium et d'autres métaux nocifs qui se retrouvent dans les eaux de la rivière. Or, la Mzymta servait à approvisionner la moitié de la ville en eau potable. Mais du fait des pollutions massives dues au chantier, ses eaux ne peuvent plus servir aux habitants. Les poissons ne peuvent plus y vivre, et la modification des températures créées par ces infrastructures compromettent éga-

lement la végétation sur ses rives et plus en hauteur. L'académicien Sergueï Volkov, ancien expert travaillant auprès d'Olympstroï, avait prévenu de ces dégâts potentiels dans une lettre ouverte au président Medvedev au début 2010<sup>39</sup>. Menacé de poursuites judiciaires, il a depuis quitté le pays et s'est réfugié en Ukraine. Ses prévisions se sont, malheureusement réalisées.

La pollution des écosystèmes se produit également sur d'autres plans. Le slogan officiel de la compagnie Olympstroï est « zéro déchets » et respect des « standards environnementaux ». Pourtant, en septembre 2010, la Cour des comptes russe publie le rapport de Mikhaïl Oudinstov qui expose que la ville de Sotchi fait face à un énorme problème de

# Europe

36

gestion des déchets<sup>40</sup>. D'après ce document, il n'existe aucune décharge légale dans la région, et les eaux usées sont déversées sans traitement dans la mer Noire. En 2011, les journalistes qui se rendent sur place font pourtant état des désagréments que subit la population locale, à commencer par l'odeur pestilentielle<sup>41</sup>. Le village de Akhshtyr figure au nombre des victimes de l'entassement des déchets. En juillet 2013, le Vice-Premier ministre Dmitri Kozak a choisi ce village de 200 habitants comme site des décharges pour les déchets des chantiers et les terres extraites de tous les coins de la région. Malgré les protestations des écologistes et des populations locales, et malgré l'appui du représentant local du Ministère de la protection de la nature, la société de construction des chemins de fer russes (RJD) et Dmitri Kozak ont rejeté le arguments d'un revers de la main<sup>42</sup>.

## UNE GESTION INHUMAINE

Le chantier olympique se caractérise également par des abus auprès des résidents et des travailleurs. La loi fédérale n°310 adoptée le 1er décembre 2007, communément appelée loi olympique, libéralise les règles d'urbanisme et facilite les expropriations. En conséquence des milliers de logements des habitants de Sotchi sont détruits pour faire de la place aux bâtiments olympiques. Près de 2 300 logements sont touchés par les expropria-



*Maison de la famille Khlisov, opposée à son expropriation en 2012.  
Source : Human Rights Watch*

tions, notamment dans la région de Adler et dans les villages de montagne. Les statistiques officielles du district de Krasnodar mentionne le versement de 21,5 milliards de roubles de compensation financière<sup>43</sup>. Mais les associations des droits de l'homme<sup>44</sup> et de nombreux témoignages indiquent que le processus de relogement ou de compensation n'a été ni équitable, ni transparent. Beaucoup de personnes se considèrent largement lésées. Des évictions ont été forcées. Les résidents en viennent à mener à plusieurs reprises des manifestations allant même jusqu'à Moscou en 2009 pour faire entendre leur voix<sup>45</sup>.

Corruption et gabegie pour les autorités publiques et les entrepreneurs, mais exploitation et

salaires de misère, s'il y en a, pour les travailleurs. Human Rights Watch a publié un rapport de 67 pages en février 2013 présentant les mauvaises conditions pour les travailleurs migrants très souvent issus des républiques d'Asie Centrale<sup>46</sup>. Le rapport dénonce ainsi certaines pratiques des employeurs telles que le non paiement des salaires ou un retard excessif dans leur paiement. Certains d'entre eux récupèrent le passeport et le permis de travail de ces migrants afin de les contraindre à revenir sur le chantier alors que le paiement de leurs salaires accuse un retard important. Les conditions de vie des travailleurs sont aussi scandaleuses : surpopulation des baraquements et nourriture médiocre. Si les travailleurs dénoncent ces conditions, il est arrivé des

cas où les employeurs peu scrupuleux appellent les autorités pour dénoncer des travailleurs illégaux, puisque leur passeport leur a été retiré, et ces derniers sont reconduits à la frontière sans paiement du salaire<sup>47</sup>.

## UN DÉFI SÉCURITAIRE

Corruption, déficit démocratique, dégâts environnementaux, gestion inhumaine de la population ne sont pas les seules tares du chantier. La tenue des JO en plein Caucase du Nord présente des risques sécuritaires. En effet, Krasnaya Poliana, site montagnard des JO, est l'endroit exact de la dernière bataille des troupes de l'Empire russe contre les peuples caucasiens qui s'est déroulé en 1864. C'est aussi la région de peuplement originel des Oubykhs. Suite à cette défaite, ce peuple d'à peu près 50 000 personnes a été rayé de la carte au sens strict puisque les cartes russes des nationalités n'y font plus mention, et au sens figuré puisqu'une grande partie de la population a péri lors de ces batailles, une autre partie a émigré sur des navires de fortune vers la Turquie et une autre partie a été déportée vers la région du Kouban plus au Nord. Les oubykhs de Turquie se sont fondus parmi les autres peuples caucasiens tcherkesses et abkhazes<sup>48</sup>. Le dernier locuteur de la langue oubykh, Tevfik Esenç, s'est éteint en octobre 1992. La « montagne des langues », comme les Arabes appelaient jadis le Caucase et

comme aimait à le rappeler George Dumézil, perd peu à peu ses langues.

En mémoire de cet événement, Dokou Oumarov lance un appel guerrier en juillet 2013 : « J'appelle tous les moudjahidines, où qu'ils se trouvent – au Tatarstan, au Bachkortostan ou dans le Caucase – à fournir un maximum d'efforts sur le chemin d'Allah pour faire échouer ces danses sataniques sur les os de nos ancêtres ». En raison du symbolisme de ces lieux, l'émir autoproclamé du Caucase a publié cette vidéo de menaces à l'encontre des autorités russes. Il a exhorté les combattants musulmans de toute la Russie de perturber les jeux par tous les moyens.

La Russie, notamment dans sa zone méridionale, est touchée

par les attentats terroristes depuis les années 1990, presque au même titre que l'Irak ou l'Afghanistan. Elle se classe, en effet, au 7<sup>e</sup> rang mondial pour le nombre d'attaques terroristes et de victimes. En 2010, on dénombre un pic de 250 attaques terroristes<sup>49</sup>. La majorité des attaques sont perpétrées dans le Caucase du Nord, et dans une moindre mesure à Moscou. Depuis 2009, le Daghestan semble l'épicentre de la violence. Cependant, elle n'épargne pas les républiques voisines comme la Kabardino-Balkarie, la Tchétchénie qui a connu deux conflits extrêmement violents dans la dernière décennie, et l'Ingouchie.

Dans le sillage des deux guerres de Tchétchénie (1994-1996) et (1999-2009), les luttes initialement d'indépendance se sont



Travailleurs migrants sur le chantier de Sochi. Source : Reuters

# Europe

38

confessionnalisées. Un maquis de combattants islamistes s'est diffusé dans la région. Les autorités locales ou fédérales ne réussissent pas à le maîtriser<sup>50</sup>. La Tchétchénie, pour sa part, est dite « normalisée » mais se trouve sous la coupe d'un potentat local, Akhmed Kadyrov et sous perfusion du budget fédéral<sup>51</sup>. Sochi comporte aussi une frontière commune avec l'Abkhazie, un territoire séparatiste de Géorgie. Pour mémoire, la guerre de Géorgie menée par la Russie à l'été 2008 a conduit à l'indépendance de ce territoire reconnu par seulement quatre Etats autres que la Russie (Venezuela, Nicaragua, les deux îles-Etats du Pacifique Nauru et Tuvalu) ainsi que l'autre territoire indépendantiste de Géorgie, l'Osétie du Sud.

Face à ces menaces, les autorités russes déploient des mesures de sécurité, conformément au décret présidentiel du 19 août 2013<sup>52</sup>, qui rappellent un état d'urgence. Près de 40 000 fonctionnaires de police ou du FSB seront dépêchés sur place. Des restrictions dans les déplacements dans la ville de Sochi et encore plus dans les sites olympiques seront instaurées. La cybersurveillance sera intensive. Le programme SORM-3 n'aura rien à envier à son homologue américain PRISM. Le passage de drones est prévu. Contrairement à la Constitution qui garantit le libre déplacement des citoyens russes sur tout le territoire, ceux-ci sont contraints au même titre que les étrangers de se doter d'un « passeport

du supporter » délivré par le FSB qui leur donnera accès au site, et devront comme tout étranger s'enregistrer auprès des autorités locales dans les trois jours. 56 checkpoints avec détecteurs de métaux dans tous les endroits stratégiques à commencer par l'aéroport contrôleront 7 200 personnes par heure. Des sonars manipulés par des militaires surveilleront l'approche de sous-marins. Les montagnes et les gorges seront parcourues pour éviter l'infiltration de terroristes. Le décret présidentiel portant sur le plan de sécurité des JO prévoyait initialement une restriction totale des manifestations, marches, meetings sur les sites des JO. Face à la polémique qui enflait, ces mesures ont été assouplies en décembre 2013<sup>53</sup>. De telles actions devront être autorisées

préalablement par le Ministère de l'Intérieur et le FSB. Sochi sera ainsi transformée en un véritable bunker.

## UN HÉRITAGE INCERTAIN

Pour expliquer leur désignation face à la candidature de Paris en 2005 à Singapour<sup>54</sup>, les Anglais aiment expliquer que le projet d'héritage des JO après l'évènement en 2012 a fait la différence<sup>55</sup>. Leur promesse en 2005 se résume ainsi : « Choisissez Londres et nous allons créer un héritage extraordinaire pour le Royaume Uni et pour le monde » Réhabilitation d'un quartier défavorisé de East London. Amélioration des infrastructures de transports. Création de structures modulables pour ré-



Carte des peuples caucasiens, 2009. Source : Wikipedia

duire la capacité d'accueil du public des bâtiments une fois les jeux terminés, à l'instar de la piscine du parc Olympique<sup>56</sup>. Les Anglais ont voulu rendre pérennes si ce n'est durables ces investissements gigantesques pour une fête éphémère.

Qu'en est-il à Sotchi ? Le gouvernement russe prévoit d'utiliser la ville de Sotchi et ses nouvelles facilités en termes d'accueil du tourisme de masse pour accueillir le Sommet du G8 en juin 2014, une course de Formule 1 à l'automne 2014 et en partie la Coupe du monde de football en 2018. Mais au-delà de ces grands événements, quel sera l'héritage de la nouvelle Sotchi ?

Le gouvernement russe cherche à sortir cette région de la violence et de la misère. Au niveau proprement local, le choix de la cité balnéaire de Sotchi répond aussi à l'ambition de développer une région pauvre, de la désenclaver, et de la sortir de la pauvreté et de la violence. Le tourisme est conçu comme étant le cœur de ce développement. Le programme de développement du Caucase du Nord à horizon 2025<sup>57</sup> vise précisément à renforcer le maillage des infrastructures, attirer les investissements étrangers, créer des installations touristiques modernes, pour atteindre à terme une augmentation du PIB par habitant et une réduction du chômage.

Toutefois, la rentabilité ne semble pas au rendez-vous. L'écrasante majorité des investissements pro-



*Dokou Oumarov dans sa vidéo de juillet 2013*

viennent de l'Etat ou d'autres institutions publiques. Sur ces investissements, Vladimir Dmitriev, Directeur de la banque de développement et de l'activité économique extérieure (Vneshekonombank), banque d'Etat, a déclaré en juin 2013 que 8 des 19 projets d'infrastructures olympiques ne seraient pas rentables<sup>58</sup>. Les rares investisseurs qui ont mis la main à la poche, Oleg Deripaska et Vladimir Potanine, cherchent à se dégager de ses investissements le plus rapidement possible, car ils ont pleinement conscience que la rentabilité des infrastructures notamment des hôtels de tourisme liés à la future station de ski sera inexistante. Ainsi, Vladimir Potanine, magnat du nickel, et bâtisseur de la station de montagne Rosa Khutor, explique dans

une longue interview que la station de ski a une capacité de lits et un standing bien trop élevé et ne correspond pas à la taille du marché de Sotchi<sup>59</sup>. Il attendait un soutien financier de l'Etat pour soutenir les investissements engagés à perte.

Ensuite, la neige ne sera peut-être pas non plus au rendez-vous. L'idée de développer les stations de ski en Russie qui font défaut, et éviter que les riches Russes ne partent dans les Alpes paraît intéressante à première vue. Néanmoins, le choix du site est quelque peu incongru. En effet, Sotchi se trouve dans la région la plus chaude de Russie, sous un micro-climat subtropical. L'enneigement n'y est pas assuré, à tel point que les responsables du chantier des

# Europe

40

olympiades stockent de la neige depuis un an pour être sûrs que les pistes soient assez enneigées lors des JO60. Au printemps 2013 puis en décembre 2013, 700 000 m<sup>3</sup> de neiges ont été entassées dans 14 collines, et placées sous des bâches en tissus géotextile, conçus pour l'occasion par la société Snow Secure61.

De plus, une étude récente62 montre que bon nombre de stations qui ont accueilli depuis près d'un siècle des Jeux Olympiques d'hiver ne seront plus en mesure de le faire à horizon 2080 en raison du changement climatique. La station de Sotchi fait partie des premières touchées par le phénomène. Mais celui-ci n'épargne pas les stations Squaw Valley (USA, JO 1960), Garmisch-Partenkirchen (Allemagne, JO 1936), Grenoble (France, JO 1968), Chamonix (France, JO 1024), Vancouver (Canada, JO 2010), Sarajevo (Bosnie-Herzégovine, JO 1984), Oslo (Norvège, JO 1952).

Quant aux infrastructures de sport proprement dites, Boris Nemtsov et Leonid Martynyuk avertissent les autorités dans leur rapport sur le fait qu'elles risquent vraisemblablement d'être inutilisées après la fête63. En effet, la ville de Sotchi compte 420 000 habitants selon les données du recensement de 2010 et les sites olympiques sont prévus pour accueillir près de 200 000 personnes. Le plus grand stade de Sotchi, préexistant aux Olympiades, le stade de l'équipe Zhemchuzhina d'une capacité



Colline de neige en prévisions des JO. Source : Артур Лебедев/PIA Новосибирск

de 10 200 places n'a été rempli qu'une fois dans son histoire depuis sa construction en 1964. Ainsi le stade olympique Fisht conçu pour accueillir 40 000 personnes, le Palais de glace Bolshoï d'une capacité de 12 000 places, le Centre de patinage Adler-Arena de 8 000 places, le centre de patinage artistique de 12 000 places, le centre de curling Ice Cube de 3 000 places, l'arène de glace Chaïba de 7 000 places, totalisant ainsi un accueil maximal de 82 000 places, sont surdimensionnés pour la région. Faute des financements pour leur entretien, et à défaut d'une fréquentation suffisante, ces infrastructures risquent d'être simplement abandonnées.

## UN GRAND PROJET INUTILE ET IMPOSÉ

Les JO de Sotchi cumulent donc de nombreuses tares. Désastre écologique, social et humain, absence d'intégration de la participation effective de la population à la prise de décision, agissements dans l'opacité, priorité donnée aux grands équipements plutôt qu'aux besoins locaux, projet qui garantit des profits aux grands groupes industriels et financiers, à la charge des budgets publics... telles sont les caractéristiques des grands projets inutiles et imposés décrits dans la Charte de Tunis adoptée au Forum social de Tunis le 29 mars 2013, lors du Forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés64. Le projet de Sotchi répond à bon nombre

des critères de cette charte.

Il reste l'enjeu de prestige et de symbolisme, celui de la consécration du retour de la Russie sur la scène internationale. Une fois encore, la fête est quelque peu gâchée par l'absence de certains chefs d'Etat occidentaux et de responsables de l'Union européenne : Joachim Gauck, président de l'Allemagne, Viviane Reding, vice-présidente de la Commission européenne, François Hollande, président de la France et Barack Obama, président américain. La fête est aussi gâchée par les mobilisations internationales de la communauté LGBT qui reproche à Poutine le vote de la loi contre « la propagande des relations sexuelles non traditionnelles envers les mineurs » en juin 2013.

Pour redresser la barre et assurer un héritage durable à la fête éphémère, l'International Crisis Group<sup>65</sup> émet plusieurs recommandations à l'adresse des autorités russes. Le centre d'études enjoint les autorités locales d'instruire les plaintes des résidents expropriés, d'investiguer les cas de violations des droits s'agissant des travailleurs migrants, de respecter le programme « zéro déchets » et d'inclure les activistes environnementalistes dans la planification d'un programme de développement durable, et enfin de cesser de tourmenter les journalistes et les activistes. A l'adresse du Comité national anti-terroriste, il recommande de cesser les violations des droits humains, et les intimidations contre les communautés musulmanes modérées. Il préconise égale-

ment de réhabiliter les anciens combattants et de faciliter le dialogue interconfessionnel. Enfin pour assurer le succès du projet gouvernemental de développement du tourisme dans la région, le centre de recherches considère comme primordial de mener des études préalables de faisabilité, de lancer les projets économiques dans toutes les régions du Caucase, en assurant préalablement la sécurité. L'amélioration des relations inter-ethniques, en passant par la promotion des Nord-Caucasiens dans les médias dans toute la Russie, pourrait également favoriser la réussite de ces projets. Enfin, les entreprises de tourisme dans le Nord Caucase sont invitées à consulter les populations locales sur les projets d'infrastructures, et les inclure réellement dans le processus déci-

sionnel. Elles sont incitées à respecter les propriétés privées des résidents, recruter du personnel local et garantir des pratiques d'affaires éthiques et en respect avec les normes environnementales. Des mesures de lutte contre la corruption sont enfin encouragées.

Anne Rio  
Responsable du groupe  
de travail Russie



Plage de Sotchi. Source : [Фото с каўма yarobltour.ru](http://Фото с каўма yarobltour.ru)



# Europe

42

- 1 Michelle Martin et Lidia Kelly, « Inside Germany's campaign to free Khodorkovsky », Reuters, 27 décembre 2013 : <http://in.reuters.com/article/2013/12/26/germany-khodorkovsky-idIN-DEE9BP09T20131226>
- 2 « Концепция национальной безопасности Российской Федерации », Независимая газета, 14 janvier 2000, [http://nvo.ng.ru/concepts/2000-01-14/6\\_concept.html](http://nvo.ng.ru/concepts/2000-01-14/6_concept.html)
- 3 Régis Genté, « Russie. Pourquoi V. Poutine a tant besoin des JO de Sotchi », La Documentation française, P@ges Europe, 21 janvier 2014 : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000708-russie.-pourquoi-vladimir-poutine-a-tant-besoin-des-jo-de-sotchi-par-regis-gente/article>
- 4 Citation par Itar-Tass, reprise par Vesti.ru : <http://www.vesti.ru/doc.html?id=131696>
- 5 Anne Rio, « Rétrospective et bilan du mouvement contestataire en Russie », Commission Transnationale, janvier 2013 : <http://transnationale.eelv.fr/2013/01/25/retrospective-et-bilan-du-mouvement-contestataire-en-russie/>
- 6 Thomas Gomart dans « 3D, le journal : Les Jeux de Sotchi feront-ils le jeu de Poutine », France Inter, 5 janvier 2014 : <http://www.franceinter.fr/emission-3d-le-journal-les-jeux-de-sotchi-feront-ils-le-jeu-de-poutine-et-le-nouveau-visage-de-marse>
- 7 Vidéo promotionnelle « Фильм о Сочи: Сочи Красная Поляна 2014 » : <http://www.youtube.com/watch?v=KpH4oYVQTnE>
- 8 Alexander Gentelev, documentaire « Quand Poutine fait ses jeux », Arte, janvier 2013 : <http://future.arte.tv/fr/sotchi>
- 9 « В основу концепции проведения Олимпиады-2014 в Сочи положена легенда о Прометее », Кавказский узел, 12 janvier 2007 : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/108615/>
- 10 Kurt Schar, Ernst Steinicke et Axel Borsdorf, « Sotchi/Сочи 2014 : des Jeux Olympiques d'hiver entre haute montagne et littoral », Revue de Géographie Alpine, n°100-4, 2012, mis en ligne le 01 décembre 2013 : <http://rga.revues.org/1745> ; DOI : 10.4000/rga.1745
- 11 idem
- 12 « На выборах мэра Сочи побеждает Анатолий Пахомов », Кавказский узел, 27 avril 2009 : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/153420/>
- 13 « В Сочи на выборах мэра проголосовали более 3% избирателей (Видео) », Кавказский узел, 23 avril 2009 : <http://krasnodar.kavkaz-uzel.ru/articles/153283>
- 14 « Суд отклонил иск Немцова об отмене итогов выборов мэра Сочи », Кавказский узел, 26 juin 2009, <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/155881/>
- 15 Ирина Фуфаева, « Олимпстрой : дурной сон древних гор », Берегиня, novembre 2011 : <http://www.greensalvation.org/uploads/201111/bereginya.pdf>
- 16 Nick Holdsworth, « The film Russia tried to block: The 'threats and corruption' behind Sochi Olympics », The Telegraph, 24 novembre 2013 : <http://www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/russia/10469999/The-film-Russia-tried-to-block-The-threats-and-corruption-behind-Sochi-Olympics.html>
- 17 Boris Nemtsov and Leonid Martynyuk, « Winter Olympics in the Subtropics », mai 2013 : <http://www.putin-itogi.ru/winter-olympics-in-the-subtropics/>
- 18 The Anti-Corruption Foundation, « Champions of corruption race », janvier 2014 : <http://sochi.fbki.info/en/award/>
- 19 Интервью Дмитрия Медведева «Медведев: инвестиции в Олимпиаду в Сочи оправданы », Аргументы и Факты, 6 décembre 2013 : <http://www.aif.ru/money/economy/1039069>
- 20 Alexei Anishchuk, «Gay people welcome at Sochi Olympics, says Russia's Putin », Reuters, 28 octobre 2013 : <http://www.reuters.com/article/2013/10/28/us-olympics-ioc-sochiidUSBRE99R0LK20131028>
- 21 « Затраты на подготовку к ОИ в Сочи на 1 января превысили 1,1 трлн руб », РИА Новости, 1er février 2013 : <http://ria.ru/sport/20130201/920829446.htm#ixzz2pdMTm3kv>
- 22 Александр Соколов, « Затраты на Олимпиаду Сочи-2014 рекордные за всю историю Олимпийских игр », За ответственную власть!, 16 août 2012 : [http://igpr.ru/articles/zatraty\\_na\\_olimpiadu\\_v\\_sochi](http://igpr.ru/articles/zatraty_na_olimpiadu_v_sochi)
- 23 Boris Nemtsov et Leonid Martynyuk, op.cit.
- 24 Joshua Yaffa, « The Waste and Corruption of Vladimir Putin's 2014 Winter Olympics », Bloomberg Business Week, 2 janvier 2014 : <http://www.businessweek.com/articles/2014-01-02/the-2014-winter-olympics-in-sochi-cost-51-billion#p1>
- 25 idem
- 26 Vidéo « Путин раскритиковал работу Билалова в Сочи », Russia Today, 6 février 2013 : <http://www.youtube.com/watch?v=7-A5jWBAN7c>
- 27 Vidéo « Дмитрий Козак: Ахмед Билалов покинет посты в ОКР и «Курортах Северного Кавказа » », Russia Today, 7 février 2013 : <http://russian.rt.com/article/4003>
- 28 Miriam Elder « Axed Russian Winter Olympics official 'poisoned' », The Guardian, 28 avril 2013 : <http://www.theguardian.com/world/2013/apr/28/axed-russian-winter-olympics-official-poisoned>
- 29 Правительство Российской Федерации, « Постановление от 29 декабря 2007 года N 991. О Программе строительства олимпийских объектов и развития города Сочи как горноклиматического курорта (с изменениями на 17 января 2014 года) » : [docs.cntd.ru/document/902081258](http://docs.cntd.ru/document/902081258)
- 30 Vidéo « В Имеретинской бухте шторм разрушил строящийся порт » : <http://www.funsochi.ru/blogs/denis77/2009/v-imeretinskoi-bukhte-shtorm-razrushil-stroyashchiisya-port>
- 31 « Пострадавшему от шторма порту в Сочи нанесен ущерб в пределах 500 млн. рублей », Кавказский узел, 22 décembre 2009 : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/163422/>
- 32 Алексей Пастушин, « Дерипаска приведет яхты в Сочинский грузовой порт », РосБизнесКонсалтинг daily, 10 juillet 2013 : <http://www.rbcdaily.ru/market/562949987784417>
- 33 « Преодолимпийская тяжба », Эксперт, 23 décembre 2013 : <http://expert.ru/south/2014/02/predolimpijskaya-tyazhba/>
- 34 Photos de Александр Валов, « Олимпиада через задницу », ФотоТелеграф, 24 janvier 2014 : <http://fototelegraf.ru/?p=215487>
- 35 Photos de Александр Валов, « Восемь дней до Сочи. Фото », Эхо Москвы, 30 janvier 2014 : <http://www.echomsk.spb.ru/blogs/EchoSPB/19385.php?>
- 36 Classement du site à l'UNESCO : <http://whc.unesco.org/fr/list/900/>
- 37 « Заявление экологов против проведения Олимпиады-2014 в Сочи », 29 décembre 2006 : <http://www.ikd.ru/node/1876>
- 38 Анна Лесневская, «Им самим стыдно», New Times, n°31, 30

septembre 2013 : <http://newtimes.ru/articles/detail/72109/>

**39** « Обращение эксперта по геоэкологическим проблемам строительства олимпийских объектов к Президенту РФ Д.А. Медведеву », issu du journal Ведомости, 29 juin 2009 : <http://www.biodiversity.ru/programs/law/bulletin/n161.html>

**40** « Счетная палата проверит Павловскую опытную станцию », Департамент информации Счетной палаты Российской Федерации, 6 septembre 2010 : <http://www.ach.gov.ru/ru/news/archive/06092010-1/>

**41** Ирина Фуфаева, op. cit.

**42** Светлана Кравченко, « Владимир Остапук: размещение строительных отходов в Ахштырском карьере в Сочи ведется с нарушениями », Кавказский узел, 28 août 2013 : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/229160/>

**43** « Статистика по изъятию и предоставлению объектов недвижимости », (на 27.01.2014), Департамент Краснодарского края по реализации полномочий при подготовке зимних Олимпийских игр 2014 года : <http://www.relocation.olympder.ru/>

**44** « Don't Trample the Olympic Ideals in Russia », Human Rights Watch, 25 mai 2009 : <http://www.hrw.org/news/2009/05/25/dont-trample-olympic-ideals-russia>, « Russia: Halt House Demolition for Olympic Construction », Human Rights Watch, 6 juin 2012 : <http://www.hrw.org/news/2012/06/06/russia-halt-house-demolition-olympic-construction> ; « Russia: Forced Eviction Tramples Olympic Ideals », Human Rights Watch, 19 septembre 2012 : <http://www.hrw.org/news/2012/09/19/russia-forced- eviction-tramples-olympic-ideals>

**45** « Жители Сочи протестовали в Москве против изъятия земель для Олимпиады », Кавказский узел, 23 novembre 2009 : <http://www.kavkaz-uzel.ru/articles/162320/>

**46** Human Rights Watch, « Race to the Bottom : Exploitation of Migrant Workers Ahead of Russia's 2014 Winter Olympic Games in Sochi », 6 février 2013 : [http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/russia0213\\_ForUpload.pdf](http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/russia0213_ForUpload.pdf)

**47** Documentaire de Hervé Ghesquière et de Christophe Kenck, « Sochi : Les jeux à tout prix », France 2, Envoyé spécial, 23 mai 2013 : <http://www.youtube.com/watch?v=rNChN1rZKBk>

**48** Conférence de Bernard Outtier, « Sochi, un village olympique sur un cimetière », Maison d'Europe et d'Orient, Paris, 31 Janvier 2014

**49** Erin Miller, « Terrorism and the Olympics: Sochi, Russia 2014, The National Consortium for the Study of Terrorism and Responses to Terrorism » (START), janvier 2014 : [https://www.start.umd.edu/pubs/STARTBackgroundReport\\_TerrorismInOlympicsSochiRussia\\_Jan2014.pdf](https://www.start.umd.edu/pubs/STARTBackgroundReport_TerrorismInOlympicsSochiRussia_Jan2014.pdf)

**50** « De l'Himalaya au Caucase: la montagne, objet de convoitise (4/4) – A Sochi comme ailleurs, la ruée vers l'or blanc », Emission Culturesmonde invitée : Aude Merlin, France Culture, 19 décembre 2013 : <http://www.franceculture.fr/emission-culturesmonde-de-l%E2%80%99himalaya-au-caucase-la-montagne-objet-de-convoitise-44-a-sochi-comme-ai>

**51** Régis Genté, op.cit.

**52** Указ Президента Российской Федерации от 19 августа 2013 г. N 686 « Об особенностях применения усиленных мер безопасности в период проведения XXII Олимпийских зимних игр и XI Паралимпийских зимних игр 2014 года в г. Сочи » : <http://www.rg.ru/2013/08/23/bezopasnost-dok.html>

**53** Анастасия Корня, « Митинги в Сочи придется согласовы-

вать с ФСБ », Ведомости, 5 décembre 2013 : <http://www.vedomosti.ru/politics/news/19704991/fsb-razreshit-mitingi-v-sochi>

**54** « 2012 Olympic Bid – London », GamesBids.com, : [http://www.gamesbids.com/eng/bid\\_archives.html#2012](http://www.gamesbids.com/eng/bid_archives.html#2012)

**55** Department for Culture Media & Sport, Government of United Kingdom, « Beyond 2012: The London 2012 Legacy Story », 24 April 2012 : [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/77993/DCMS\\_Beyond\\_2012\\_Legacy\\_Story.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/77993/DCMS_Beyond_2012_Legacy_Story.pdf)

**56** Julia Z. « La piscine des Jeux Olympiques de Londres 2012 par Zaha Hadid », architecture-urbanisme.fr, 29 novembre 2011 : <http://projets-architecture-urbanisme.fr/piscine-londres-jeux-olympiques-zaha-hadid/>

**57** « State programme: North Caucasus Federal District Development to 2025 », Russian government, 21 décembre 2012 : <http://government.ru/en/docs/7303>

**58** « ВЭБ усомнился в возврате олимпийских кредитов », Lenta.ru, 14 juin 2013 : <http://lenta.ru/news/2013/06/14/veb/>

**59** Александра Терентьева, Виталий Петлевой, « Интервью — Владимир Потанин, гендиректор «Норильского никеля» », Vedomosti, 16 septembre 2013 : <http://www.vedomosti.ru/library/news/16375021/glavnoe-v-nashih-otnosheniyah-s-deripaskoj-to-cto-my>

**60** Jeanne Cavelier, « Comment la Russie a fabriqué la neige des JO de Sochi », terraeco.net, 21 janvier 2014, <http://www.terraeco.net/La-Russie-fait-des-reserves-de,53407.html>

**61** Site de l'entreprise Snow Secure : <http://www.snowsecure.fi/>

**62** Daniel Scott, Robert Steiger, Michelle Ruddy, Peter Johnson, « The Future of the Winter Olympics in a Warmer World », Interdisciplinary Centre on Climate Change de l'Université de Waterloo (Canada), Manager Center Innsbruck (Autriche), janvier 2014 : [https://uwaterloo.ca/news/sites/ca.news/files/uploads/files/oly\\_winter\\_games\\_warmer\\_world\\_2014.pdf](https://uwaterloo.ca/news/sites/ca.news/files/uploads/files/oly_winter_games_warmer_world_2014.pdf)

**63** Boris Nemtsov et Leonid Martynyuk, op. cit.

**64** « Charte de Tunis », adoptée au Forum social mondial lors du Forum contre les Grands Projets Inutiles et Imposés, 29 mars 2013 : <http://www.presidioeuropa.net/blog/la-carta-di-tunisi-la-charte-de-tunis/>

**65** « Too Far, Too Fast : Sochi, Tourism and Conflict in the Caucasus », International Crisis Group, Europe report n°228, 30 janvier 2014 : <http://www.crisisgroup.org/~media/Files/europe/caucasus/228-too-far-too-fast-sochi-tourism-and-conflict-in-the-caucasus.pdf>

# Moyen Orient

44

## URGENCE SYRIE : QUE FAISONS NOUS ?

Ce sont les armes conventionnelles qui tuent, blessent et détruisent la Syrie au vu et su de tous. Le régime continue d'agir par tous les moyens : disparitions, emprisonnements, torture, siège des villes et de quartiers.

Les négociations sur les armes chimiques, voire Genève II, permettent à Bachar de gagner du temps et continuer une guerre implacable contre son propre peuple. Il va jusqu'à annoncer sa candidature pour les présidentielles qu'il souhaite organiser en avril...

### LA SYRIE N'EST PLUS À LA UNE DE L'ACTUALITÉ ET POURTANT...

Dernier bilan de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH) fin décembre 2013.

- 130 000 morts
  - au moins 500.000 blessés
- L'année 2013 a été la plus meurtrière.
- 2,4 millions de réfugiés, (au Liban près de 905 000) Jordanie (575 000) Turquie (562 000), l'Irak (216.000) et l'Egypte (145.000)
  - 4,1 millions de réfugiés attendus en 2014.



- Près de 9,3 millions de personnes, soit la moitié de la population, a besoin d'une aide humanitaire urgente, et près de la moitié d'entre elles sont des enfants.
- Près de 245 000 sont dans des zones assiégées.

Pour une solidarité politique et matérielle avec le peuple syrien qui depuis mars 2011 subit un déchaînement de violence de la part d'un régime criminel, et également les exactions de groupes extrémistes ou mafieux, EELV

demande à ses militants et à ses élus de se mobiliser encore davantage. Un courrier a été adressé par le précédent secrétariat national.... (Ci-dessous).

Pour plus d'informations, vous pouvez prendre contact avec le groupe Syrie de la Commission Transnationale :  
eelv-syrie@laposte.net

## SYRIE : LETTRE DU BUREAU EXÉCUTIF AUX ÉLU-ES EELV

### *Cher-Es élu-Es*

**L**e Conseil Fédéral d'EELV des 14 et 15 septembre 2013 a adopté la Motion « Syrie urgence d'agir ».

**Le choix d'une solidarité** concrète avec le peuple syrien dans la situation dramatique qui est la sienne aujourd'hui, est une décision importante de cette motion : « Le Conseil Fédéral charge le Bureau exécutif de mobiliser les populations à travers nos réseaux d'élu-es, militant-e-s, adhérent-es pour une solidarité active avec le peuple syrien et qui vit une crise humanitaire sans précédent ».

**Nous nous adressons donc aux élu-Es EELV**, pour vous demander d'agir au sein de vos Municipalités, Intercommunalités, Conseils Généraux et Conseils Régionaux, afin d'y développer des actions de solidarité avec le peuple syrien. Je sais que nombre d'entre vous sont déjà investi-Es mais la catastrophe humanitaire que vivent les syriens, à l'intérieur du pays et hors de ses frontières, doit nous conduire à une mobilisation exceptionnelle, d'autant plus que l'hiver approche.

**Il est possible d'agir pour la Syrie** de diverses manières et de construire des partenariats à court, moyen et long terme : actions de coopération dans les camps de réfugiés (éducation, santé, développement économique...); subventions et aide d'urgence aux associations humanitaires qui agissent pour les populations civiles et les réfugié-Es; accueil des réfugiés en France (mise à disposition de logements, aide juridique, facilitation de la scolarisation des enfants...).

**Aujourd'hui, nous souhaitons** plus particulièrement vous sensibiliser sur des actions spécifiques que suggèrent les représentants syriens qu'EELV a pu rencontrer :

- **Une aide d'urgence pour la population civile** de Mouadamiyat Al-Cham, dans la banlieue de Damas, victime d'un blocus alimentaire qui a déjà fait plusieurs victimes. (cf. fiche information)
- **Une campagne de parrainages** entre collectivités territoriales françaises et des villes ou territoires en Syrie, hors contrôle du régime (soutien aux comités locaux de coordination et conseil civils), comme l'ont

déjà réalisé la ville de Metz et Fontenay-sous-bois.

- **Des campagnes d'information sur la situation** du peuple syrien et soutien aux mobilisations qui se mènent en France.

**Le « groupe EELV Syrie » constitué au sein de la commission transnationale** est chargé de suivre la mobilisation interne au parti et pourra apporter informations et conseils aux élu-Es EELV, en mesure de proposer aux collectivités d'entreprendre des actions solidaires.

**Ses animateurs se tiennent à votre disposition** pour un échange sur ces actions et évoquer toute autre initiative. Vous pouvez les contacter à l'adresse mail suivante : [eelv-syrie@laposte.net](mailto:eelv-syrie@laposte.net)

Salutations solidaires,

Pour le Bureau Exécutif  
Pascal Durand  
Secrétaire national

Françoise Alamartine  
Secrétaire nationale adjointe  
déléguée à l'international

# Politique étrangère

46

## FRANÇOIS HOLLANDE ET LES AFFAIRES ÉTRANGÈRES : UN AN SANS ASSEZ DE CHANGEMENT

**Contribution  
de la commission  
Transnationale d'Europe  
Ecologie Les Verts, mai 2013**  
<http://transnationale.eelv.fr>

**U**n changement de style et de méthode incontestable par rapport à son prédécesseur Nicolas Sarkozy, des avancées positives en cours et de belles prises de parole, mais une vision d'ensemble peu claire sur les grands enjeux internationaux et sur le rôle de la France au plan international. Sur les trois dossiers sur lesquels François Hollande s'est le plus investi, le Mali, la Syrie et l'Europe, il est possible de voir les nouvelles orientations par rapport au gouvernement précédent et incontestablement un changement dans la méthode.

**Là où la continuité est la plus perceptible**, c'est concernant la diplomatie économique que Nicolas Sarkozy avait fortement initiée. Aujourd'hui, le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius approfondit cette politique difficilement conciliable avec les principes de l'écologie politique dans les relations internationales.

**Pour EELV, le pragmatisme économique prioritaire** s'accommode mal avec le message que la France devrait porter : celui de la défense des droits humains, de la valorisation du droit international dans la relation entre les nations et de la transition écologique à l'échelle mondiale. Bref, un bilan contrasté entre un vrai "changement" dans la forme et des conservatismes dans le fond.

**Pour le positif, bien entendu, la nomination de l'écologiste Pascal Canfin** comme Ministre délégué au développement, afin notamment d'en finir avec la "coopération" synonyme de Françafrique et de réseaux parallèles tout au long de la Ve République : Pour le bilan de Pascal Canfin, voir sur son site : <http://www.pascalcanfin.fr/mes-realizations/>

**A son arrivée au pouvoir, en mai 2012, François Hollande** était attendu au tournant en matière de politique étrangère car le sujet avait été peu traité au cours de sa campagne électorale. Tout au long de celle-ci, le camp de Nicolas Sarkozy n'avait eu

de cesse de lui faire un procès en amateurisme, soulignant le manque d'expérience à l'international du candidat Hollande.

**Or, un an après, aux yeux de l'opinion** et de la majorité de la classe politique, c'est sans doute sur l'international que beaucoup reconnaissent au Président de la République un certain succès et un bilan plutôt positif. Cela est dû en grande partie à la "réussite" de l'opération Serval au Mali.

### LE MALI COMME AFFIRMATION D'UN VOLONTARISME PRÉSIDENTIEL

**Environ quatre mois après le lancement** de l'opération Serval, toutes celles et ceux qui prédisaient un enlisement à l'afghane doivent reconnaître que les forces françaises, officiellement en appui de l'armée malienne, ont réussi à repousser les djihadistes d'Aqmi (al-Qaida au Maghreb islamique), d'Ansar Dine et du Mujao (Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest) des principales villes du nord du

# Politique étrangère

47

Mali. Cependant, ces groupes armés ont été considérablement affaiblis mais sont loin d'être totalement dissous et l'ensemble du pays n'est pas sécurisé. Certains terroristes se sont réfugiés en Libye et dans d'autres pays limitrophes, tandis que d'autres se fondent dans la population malienne, rendant extrêmement difficile leur identification. La fin de l'intervention militaire n'est pas la fin de la « guerre ». Résultat, beaucoup craignent aujourd'hui un retour des "islamistes" dès que les troupes françaises seront parties. Le récent attentat suicide à Gao, de même que les représailles terroristes contre les intérêts français (comme l'attentat de l'ambassade de France en Libye) montrent que la stabilité du pays n'est pas acquise.

**Concernant le bilan humain de cette opération**, la mort de six soldats français est à déplorer, contre celle d'au moins 600 djihadistes. Plus de 200 soldats maliens et au moins une centaine de soldats tchadiens ont également péri dans les opérations, sans parler de la population civile, pour laquelle peu d'informations circulent. Les blessés maliens, civils et militaires, sont nombreux et le manque de soins a été dénoncé par des ONG. Les réfugiés ne sont pas encore rentrés chez eux et leurs besoins restent très importants. Comme toute action militaire, l'intervention française est source sur le terrain de destructions et de dégâts des routes et des infrastructures, surtout dans la région du nord. Le bilan écologique reste à faire et la re-



construction est à envisager. De même que le déminage de larges zones du Sahel, où un soldat français a perdu la vie à cause d'un engin explosif trouvé sur une route proche de l'Algérie.

**Une critique à émettre concerne le manque de transparence** dans l'information et les difficultés qu'ont rencontrées les journalistes pour parvenir à couvrir la réalité des combats entre l'armée française et l'armée malienne contre les groupes rebelles. Et toute guerre "silencieuse", se déroulant loin des caméras, porte en elle le risque de dérapages et d'exactions, ce que soulignait dans un rapport de février 2013 Amnesty International après trois semaines de combats ainsi que les informations données plus récemment par Human Rights Watch.

**Concernant le calendrier, François Hollande** a annoncé en avril le retrait des cents premiers soldats français, sur les quatre mille présents. Deux mille autres devrait suivre d'ici la fin août. A la fin de l'année, il ne devrait plus rester que mille soldats français, réunis au sein d'une force de stabilisation de l'ONU, la Minusma (Mission intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali). En attendant, la prépondérance des forces tchadiennes questionne le paradoxe de vouloir rétablir une démocratie au Mali en relégitimant le régime si peu démocratique du Tchad.

**L'initiative de la France a réussi davantage a posteriori**, obtenant rapidement de la part des Nations Unies le déploiement de la Minusma.



# Politique étrangère

48

**De nombreuses interrogations se posent** face à la volonté française de vouloir coûte que coûte organiser des élections nationales en juillet 2013, calendrier semblant intenable à l'heure actuelle pour de nombreux acteurs de la politique et de la société civile malienne, y compris parmi les Touaregs, ainsi que pour de nombreux observateurs.

**Car la restauration de l'intégrité territoriale du Mali** n'est pas du tout acquise, notamment dans la ville de Kidal. Le très grand nombre de réfugiés à l'étranger pose également la question non résolue du recensement pour ces élections. La faiblesse du pouvoir politique malien et de son armée suscite des inquiétudes concernant la suite du processus de reconstruction de l'Etat malien. Nombre d'associations et de partis politiques maliens pointent le risque d'élections formelles remettant le pouvoir au même personnel politique discrédité.

**Au final, si François Hollande a pu se doter d'une image** de Président volontariste avec cette opération au Mali, de nombreuses questions restent en suspens quant à l'avenir du pays et de son processus de reconstruction institutionnelle. Les moyens mis à disposition en termes de projets de développement, pour une fois bien réels, sont tout de même encore assez faibles (la France 280 millions d'euros, l'Europe 525 millions). Les besoins pour un développement qui puisse contribuer à la paix dans le Nord et même dans

le Sud sont immenses et les effets ne se verront pas de suite. Sans parler du retour possible de certains réflexes "françafri-cains" de la part de firmes françaises concernant les importantes ressources naturelles de la zone et les « marchés » que va ouvrir la nécessaire reconstruction. Le véritable changement consistera à favoriser autant que faire se peut la prise en charge locale de ce vaste chantier, pour un véritable développement endogène et écologique (ce à quoi s'emploie le ministère du Développement), seul à même d'empêcher de nouveaux conflits.

## UNE FRANÇAUFRIQUE RÉELLEMENT TERMINÉE?

**Sur le volet de la Françafrique justement**, alors que des actes forts ont été accomplis en début de mandat, dont le fameux discours de Dakar du Président Hollande le 12 octobre 2012 ("Le temps de la Françafrique est révolu"), on a pu malheureusement observer suite à l'intervention au Mali un certain inflexionnement dans les principes et un rapprochement avec des chefs d'Etat absolument infréquentables, ce au motif d'un besoin de soutien pour l'opération malienne, comme le président dictateur du Tchad Idriss Déby. La France avait notamment besoin des soldats tchadiens et de leur expérience des milieux désertiques pour la réussite de l'opération Serval. François Hollande a également reçu deux chefs d'Etat symboles de la Françafrique et poursuivis par

la justice française dans le cadre de l'affaire des biens mal acquis : le président du Gabon Ali Bongo et celui du Congo Denis Sassou Nguesso. En octobre 2012, le Président de la République a par ailleurs assisté au sommet de la Francophonie à Kinshasa dans un contexte post-électoral tendu et sur fond de critiques quant à la situation des droits de l'homme en République Démocratique du Congo. Il a également reçu trois fois le président ivoirien Alassane Ouattara, deux fois le Sénégalais Macky Sall ou encore Thomas Boni Yayi, président du Bénin, marquant une volonté d'implication très forte en Afrique. Au positif donc, des relations apaisées et normalisées, avec la disparition de la « cellule Afrique » de l'Elysée et des intermédiaires véreux, marquant une rupture avec le précédent quinquennat, lorsque Claude Guéant, alors secrétaire général de l'Elysée, grillait la politesse au Ministre des Affaires étrangères de l'époque Bernard Kouchner pour négocier directement à l'étranger en toute opacité et en dehors du processus démocratique. Au négatif, la continuation de liens avec des chefs d'Etat infréquentables sans véritable discours structurant de rupture et de dénonciation sur la situation des droits humains catastrophiques dans certains Etats africains partenaires historiques de la France.

**Pour expliquer ce bilan africain en demi-teinte**, François Hollande s'est sans doute retrouvé les mains liées par l'opération militaire au Mali. Le besoin de

# Politique étrangère

49

soldats de tous les pays d'Afrique francophone pour appuyer et succéder au contingent français au Mali a obligé Paris à des concessions vis-à-vis de régimes autoritaires qui ont mis des conditions à leur coopération militaire. EELV veut croire qu'une telle compromission aurait pu être évitée et que l'intervention au nom du rétablissement de la démocratie au Mali aurait pu générer une exigence de démocratie également dans les autres pays d'Afrique francophone. En effet, au Gabon, au Togo, à Djibouti, opposition politique et société civile conjuguent aujourd'hui leurs efforts pour représenter des alternatives crédibles aux pouvoirs dynastiques en place depuis des décennies. C'est à ces forces vives qu'il faut garantir des élections crédibles, c'est avec elles qu'il faut construire l'avenir des relations franco-africaines. Il est encore possible de le faire, d'autant qu'aucune d'entre elles n'a exprimé son opposition à l'intervention française au Mali. L'argumentaire « malien » sur la nécessité de renforcer la démocratie et les droits humains aurait été par exemple bienvenu concernant le Togo ou les élections législatives tronquées à Djibouti. Beaucoup d'ONG de solidarité internationale sont ainsi déçues de cette première année concernant nos liens avec le continent africain. Au crédit de François Hollande toutefois, sachons saluer le discours historique qu'il a tenu devant le Parlement algérien le 20 décembre 2012, discours dans lequel le Président français a qualifié le système colonial ins-

tauré en Algérie par la France comme "profondément injuste et brutal". Il y a reconnu les "souffrances" du peuple algérien, citant notamment "les massacres de Sétif, de Guelma et de Kherrata" qui "demeurent ancrés dans la mémoire et dans la conscience des Algériens". Ce fut un moment où la République française a enfin reconnu sa responsabilité historique vis-à-vis des heures sombres de son histoire. Les cris d'orfraie poussés alors par les représentants de la droite française la plus réactionnaire et les derniers défenseurs de l'Algérie française constituaient un bon indicateur de la justesse des mots choisis par le Président Hollande.

## PROMESSE TENUE SUR L'AFGHANISTAN

**François Hollande a accéléré le retrait des 4 000 soldats français en Afghanistan**, comme il s'y était engagé pendant la campagne. 2000 soldats ont d'ores et déjà quitté le pays depuis juin 2012, et se sont notamment retirés de la région de Kapisa, dans l'est du pays, là où 54 militaires ont péri dans des attaques menées par les talibans. Depuis le début des opérations en Afghanistan en 2001, 88 soldats français sont morts. Il reste encore environ 1 400 soldats mobilisés à Kaboul pour assurer la formation de l'armée et de la police afghanes. Au delà de cet engagement tenu du Président de la République, la situation globale du pays est catastrophique. Hormis dans les centres

urbains plus ou moins sécurisés, l'Otan a échoué à vaincre l'insurrection, et pire, face à un gouvernement afghan considéré comme corrompu et illégitime, les talibans risquent de reprendre le pouvoir après le départ des troupes occidentales.

**Au final, cette guerre de plus de douze années** risque d'avoir été menée pour rien et le gouvernement actuel ne peut pas s'épargner de faire un bilan politique de cette intervention menée au nom de la lutte contre le « terrorisme » et de revoir la stratégie militaire et politique menée par l'Otan.

## PALESTINE : UNE RECONNAISSANCE TRÈS ATTENDUE À L'ONU MAIS UNE POLITIQUE FRANÇAISE INCOHÉRENTE

**"Je soutiendrai la reconnaissance internationale de l'État palestinien"**. C'était la proposition n° 59 du candidat Hollande. Le président français a tenu parole en novembre dernier en votant pour l'admission de la Palestine à l'Assemblée générale de l'ONU en tant qu'État non membre.

**Mais même si l'État palestinien a été reconnu** comme Etat à l'ONU par 138 Etats, sur le terrain, la colonisation israélienne s'est accélérée, Tel-Aviv ayant fait part d'un projet de construction de 3 000 logements supplémentaires en Cisjordanie et à

# Politique étrangère

50

Jérusalem-Est. Près de 350 000 colons sont d'ores et déjà en Cisjordanie. La proposition n° 59 du candidat Hollande disait également vouloir prendre des "initiatives pour favoriser, par de nouvelles négociations, la paix et la sécurité entre Israël et la Palestine". Ce vœu pieu est resté lettre morte. Le gouvernement français continue à laisser Israël passer outre le droit international et toutes les résolutions onusiennes. C'est dans la continuité de la politique française depuis des années.

**Pire, en novembre 2012, lorsqu'il a reçu le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu,** François Hollande a fait preuve d'un soutien à la politique israélienne malgré l'absence de volonté de paix de la part de ce faucon historique.

**La France n'a pris aucune initiative au niveau européen** et n'est pour le moment pas suffisamment à l'initiative pour relancer le processus de paix dans la région, processus totalement bloqué depuis des années. Le Président français aurait pourtant tout à y gagner. La résolution de ce conflit israélo-palestinien est primordiale pour la paix dans le monde et la crédibilité occidentale vis-à-vis des peuples de la région. Là encore, des pas en avant suivis de reculs dommageables pour réussir à incarner le changement. Sur ce dossier, le manque de fermeté dans les convictions apparaît au grand jour. Les écologistes, favorables à la reconnaissance de la Palestine à l'ONU, attendent surtout

une reconnaissance de la part de la France de l'Etat de Palestine. Ils attendent aussi une action française au sein de l'UE afin que l'accord d'association avec Israël soit suspendu tant que ce dernier ne respecte pas les clauses de l'accord lui-même et le droit international en général. Ils attendent enfin que le vote de la résolution à l'ONU soit suivi d'effets et que cesse l'impunité totale dont jouit actuellement Israël dans le monde.

## AVEU D'IMPUISSANCE EN SYRIE

**François Hollande a tenté dès le début de son mandat** d'être en pointe sur le dossier syrien, accusé par Nicolas Sarkozy d'immobilisme en comparaison de l'action de ce dernier en Libye (lorsque l'on voit les derniers soubresauts des enquêtes judiciaires concernant les liens de la Sarkozie avec l'ancien régime de Kadhafi, cela peut légitimement faire sourire). La France a ainsi été parmi les premiers pays occidentaux à financer une aide humanitaire en direction des comités révolutionnaires locaux et la première à reconnaître la Coalition nationale syrienne comme représentant du peuple syrien.

**Par la suite, en accord avec le Royaume-Uni,** la France a déclaré vouloir livrer unilatéralement des armes à l'opposition syrienne, mais Londres et Paris ont finalement renoncé face à l'absence de totale de consensus au sein de l'Union européenne.

**Sur la question des armes chimiques,** François Hollande, comme le président américain Barack Obama, avait dès le mois d'août prévenu que l'utilisation d'un tel arsenal par Damas constituerait une "cause légitime d'intervention directe". Or le régime de Bachar Al Assad semble bien aujourd'hui s'être servi d'armes chimiques contre son peuple et la communauté internationale ne réagit toujours pas fermement. Même si la France a fait preuve dans sa parole d'un certain courage politique, ce que nous enseigne le dossier syrien, c'est surtout la perte d'influence de Paris sur la région. Pour les écologistes prônant une véritable diplomatie européenne forte, le plus déplorable dans le dossier syrien est l'absence totale de vue et de volonté politique unifiée de l'Union européenne, et en particulier de sa Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Catherine Ashton. Il est dommageable que le Président de la République française n'ait pas souligné la nécessité d'une approche européenne ferme et unifiée sur le conflit syrien.

## UNE DIPLOMATIE ÉCONOMIQUE FRANÇAISE DANS LA DROITE LIGNE DES PRÉDÉCESSEURS DE FRANÇOIS HOLLANDE

**La France a rappelé à l'ONU le 15 février 2013** son soutien au «renforcement d'une gouvernance mondiale du développe-

# Politique étrangère

51

ment durable et de l'environnement», objectif de la conférence de Rio de juin 2012.

**Or les déplacements de François Hollande en Inde** en février 2013 et en Chine en avril 2013 ont été uniquement axés sur les relations économiques, avec notamment des pré-contrats concernant de futures centrales nucléaires, en contradiction totale avec ces beaux objectifs. Un projet de centrale nucléaire en Inde (à Jaitapur) est particulièrement problématique, situé sur une faille sismique très instable (des manifestations de populations locales ont, d'ailleurs, été violemment réprimées). Quant à la Chine, son système étatique autoritaire ne devrait pas pouvoir bénéficier de la technologie nucléaire française, surtout de façon inconditionnelle. Lorsque l'on sait quel cas les autorités chinoises font des normes de sécurité dans d'autres secteurs, on peut être très inquiets pour l'avenir. La catastrophe de Fukushima n'a visiblement pas servi de leçon aux autorités françaises. Les récentes visites au Qatar et en Arabie Saoudite ont amplifié l'inquiétude devant la priorité affichée d'objectifs commerciaux au risque d'affaiblir le débat diplomatique pourtant crucial étant données la situation régionale et l'implication de ces pays.

**Quelques avancées sont toutefois à noter** concernant la gouvernance internationale, le représentant français à l'ONU ayant exprimé en avril dernier la volonté de Paris de réformer le Conseil de sécurité en donnant

le statut de membre permanent à l'Allemagne, au Brésil, à l'Inde et au Japon, ainsi qu'à un pays africain.

**Le plus grave semble finalement être la stratégie de Laurent Fabius**, à la recherche de "relais de croissance" de la France partout sur la planète, dans un contexte économique national plus que déprimé. Le Ministre des Affaires étrangères a notamment modifié les termes de "coopération décentralisée" pour ceux d'"action extérieure des collectivités locales", dans une optique essentiellement économique. Les écologistes, souvent qualifiés de "doux rêveurs", se battent eux depuis des décennies pour que les droits humains priment sur les droits de l'homme d'affaire et que la realpolitik soit soumise à des principes vertueux tels que le respect des droits de l'homme, des normes démocratiques, de l'environnement et pour que les entreprises françaises à l'étranger respectent les règles internationales sociales et environnementales dans l'exploitation des ressources naturelles ou la production industrielle, pour un développement autonome et durable.

**L'action de Pascal Canfin au développement**, aussi positive soit-elle, pour notamment orienter l'aide publique au développement vers de réels projets économiques et sociaux durables pour et avec les populations locales, risque ainsi de se retrouver en contradiction avec une action diplomatique française uniquement tournée vers les résultats éco-

nomiques et la signature de contrats à faible conditionnalité, selon une approche très néolibérale.

**La majorité socialiste ne semble guère prendre en compte l'urgence écologique** dans sa gestion des affaires étrangères. A l'heure où la raréfaction des ressources entraîne une course effrénée des industries extractives, amplifiant un peu plus le réchauffement climatique, la déforestation, la destruction de la biodiversité, et l'exploitation des populations, partout dans le monde et particulièrement en Afrique et en Amérique latine, on pourrait espérer que cela soit pris systématiquement en compte dans les accords commerciaux. Ce n'est guère le cas. Et si un groupe parlementaire s'est constitué sur la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) à l'assemblée nationale à l'initiative d'une députée écologiste, il n'est pas certain que celui-ci parvienne à faire voter une loi.

**Au final, ce qui est certain, c'est qu'il y a un véritable changement de style** entre un François Hollande apaisé, respectueux de ses interlocuteurs, qui tranche avec le style précipité, voire parfois agressif du président précédent, comportement qui avait notamment indisposé les autorités chinoises à plusieurs reprises.

**Mais en dehors de la forme**, nous pouvons nous attendre, de la part d'un Président de gauche élu sur l'idée de "changement", à une politique inter-

# Politique étrangère

52

nationale cohérente, où les engagements soient suivis d'effets, les déclarations d'actes, et dans laquelle les alliances avec les puissances émergentes ou pétrolières ne soient pas seulement régies par un pragmatisme intéressé.

**L'absence d'une véritable vision, tenant compte du monde multipolaire et complexe**, de la revendication des peuples partout dans le monde à une autre redistribution des richesses, et à la liberté et la démocratie, aurait marqué le changement de doctrine.

**De la même manière, avec la continuité dans la stratégie de défense** qui est à maints égards l'adoption non critique de la vision américaine de la sécurité mondiale, le gouvernement actuel montre sa difficulté à penser les questions militaires et sécuritaires de la France dans un cadre européen et autonome.

**Cependant, la France reste encore un espoir** pour porter haut et fort ses valeurs des droits de l'Homme et de paix en Europe et dans le monde.

**Comme écologistes, nous nous retrouvons un peu en porte à faux** entre un ministre délégué issu de nos rangs qui tente de faire bouger les lignes sur le sujet fondamental des nouveaux rapports Nord –Sud et Sud-Sud, et qui mérite tout notre soutien, et une politique internationale du court terme en contradiction assez flagrante avec les valeurs et le programme que

nous portons. Cette tension, inhérente à une participation gouvernementale minoritaire, porte en soi réussites et échecs. Si elle n'est donc pas évidente à expliquer aux militants écologistes, assez critiques sur l'action internationale de l'actuelle majorité, il faudra lors de la conférence de bilan d'EELV de l'été prochain en peser les avantages. Un anniversaire sans bougie donc, tout en conservant pour les écologistes la volonté de peser davantage pour amplifier le changement prôné pendant la campagne présidentielle, que la majorité actuelle ne brise pas toutes ses promesses sur le mur de la realpolitik et du droit des affaires, resté malheureusement prioritaire en ces temps de grave crise économique.

Commission  
Transnationale d'EELV  
mai 2013

A series of horizontal dotted lines for writing, spanning the width of the page.

# Planète Verte

Imprimée en février 2014

Pour toute information sur la commission Transnationale d'Europe Écologie Les Verts,  
rendez-vous à l'adresse suivante :

<http://transnationale.eelv.fr>

Ou veuillez contacter :

Françoise Alamartine :

06 37 32 42 46

francoise.alamartine@wanadoo

Benjamin Bibas

benjamin.bibas@noos.fr

et Agnès Joignerez

agnesjoi@yahoo.fr

Co-responsables du groupe Afrique

